

La voix de l'opposition de gauche

Le bloc-notes du 7 mars 2018

Chez vous il fait un froid de canard, ici à Pondichéry il fait 40°C à l'ombre à midi, 18°C le matin à 6h.

Les réflexions politiques qui suivent ont été classées par ordre chronologique en partant des plus récentes (jusqu'au 8 janvier).

J'ai abandonné la formule des causeries quotidiennes pour cause de santé principalement. La semaine qui précéda la causerie du 7 janvier, il y eut en moyenne 350 connexions uniques par jour, hors robots ou moteurs de recherche, soit plus de 10.000 connexions par mois.

Comme il est inutile de se dépenser sans compter ou de se sacrifier, alors que l'échéance ou les objectifs politiques que nous poursuivons sont de toute évidence renvoyés à une date indéterminée, j'ai décidé de poursuivre mon activité politique sous la forme d'une contribution plus légère ou moins contraignante sans toutefois transiger sur les principes, en partageant les idées que m'inspirent les événements qui servent à l'élaboration de mon analyse de l'évolution de la situation...

Ce n'est pas évident de savoir ce qu'on pense et pourquoi on le pense et de le formuler de manière à être compris, sans que nos propos soient systématiquement déformés ou interprétés en isolant et privilégiant un élément, alors que c'est l'ensemble des éléments qui composent une analyse qui lui donne un sens et une orientation. Cela suppose d'avoir tous ces éléments en tête puis d'observer comment ils se comportent, évoluent et s'ordonnent...

Si j'étais un populiste ou un démagogue, un opportuniste qui se destine de manipuler les lecteurs, je surferais sur la vague de délocalisations ou de fermetures d'usines annoncées qui vont se traduire par des milliers de licenciements, ainsi que la contre-réforme destinée à liquider ce qui reste de la SNC, etc. en formulant au choix le vœux ou l'espoir que le tout combiné aux mesures antisociales adoptées ces derniers mois par le gouvernement contre finalement toutes les catégories de travailleurs aboutissent à un mouvement social unitaire ou de masse contre le régime, mais je n'en ferai rien étant persuadé qu'il n'aboutirait à rien, et j'explique ici pourquoi.

Au passage, on évitera également de spéculer sur la liquidation de la fonction publique et des entreprises d'Etat qui pourrait se traduire par un rapprochement pour le moins hypothétique entre les différents secteurs de la classe ouvrière, du fait que c'est la réaction qui est à l'origine de ce processus et dont l'issue constitue une sévère défaite pour l'ensemble des travailleurs qui préfigure celles à venir.

On voudrait bien redonner de l'espoir aux militants qui s'impatientent ou qui ne supportent plus la situation inextricable dans laquelle nous sommes, mais nous n'avons pas le droit de leur raconter des histoires, de les tromper en somme, on ne peut pas nous demander cela.

Souvenez-vous lors de la réunification de l'Allemagne, on nous avait expliqué que la réunification du prolétariat le plus puissant d'Europe allait constituer une formidable occasion pour relancer la lutte de classe dans ce pays et au niveau du continent, en réalité cela allait se traduire par l'Agenda 2000 et Hartz IV, des salaires à 1 euro, etc. l'impérialisme allemand allait renouer avec

l'hégémonie économique et politique qu'il avait avant la Seconde Guerre mondiale tout en s'imposant à la direction de l'UE, ceux qui avaient produit ce pronostic foireux avaient tout simplement oublié dans quel contexte cette réunification intervenait et qui en était à l'initiative.

Vous ne m'en voudrez pas d'avoir retenu cette leçon, n'est-ce pas ? Ce qui n'est pas vraiment le cas de nos dirigeants malheureusement. Un conseil : Méfiez-vous de leurs analyses, car aux faits souvent ils mêlent des éléments de nature dogmatique qui flattent vos attentes et vous entraîneront de désillusions en désillusions, on n'a pas le droit de faire croire aux militants ou aux travailleurs que quelque chose pourrait se produire quand on sait pertinemment que c'est totalement impossible. En revanche chacun a le droit de se tromper, c'est uniquement l'intention qui compte. On a le devoir d'encourager les travailleurs à se mobiliser, mais on a aussi le devoir de leur dire la vérité sur la situation en évacuant toute éventuelle illusion...

- C'est la guerre : comment ne pas la perdre ? - Editorial de La Tribune des travailleurs n°128 (28 février 2018) (POID)

Dans l'état actuel des choses elle est perdue d'avance.

La défaite des cheminots en France sera aussi lourde de conséquences pour le mouvement ouvrier et le prolétariat que celle des mineurs face à Thatcher, (50 ans plus tard) ils ne s'en sont jamais remis.

Pourquoi, comment cela a-t-il pu être possible ? Au regard des réponses qui ont été fournies à ces questions et la manière dont cela s'est traduit concrètement, sur la base d'un simple constat on est légitimement en droit de penser que la véritable explication se situait ailleurs, si on en juge par l'état de putréfaction, de délabrement, de corruption, de décadence du mouvement ouvrier qui en a suivi... ou qui peut-être précédait ce chapitre de la lutte des classes, qui sait ce processus était-il déjà largement entamé depuis des lustres, ceci expliquerait cela, ce qu'apparemment personne ne veut admettre.

La Tribune des travailleurs - Ne pas se laisser diviser par la « concertation » dans laquelle le gouvernement veut piéger les organisations syndicales et les lier à sa contre-réforme : quand on est en guerre, on ne se concerta pas avec l'ennemi, on serre les rangs, on constitue un seul front et on part au combat pour gagner dans l'unité. Fin de l'extrait.

De toute évidence les travailleurs qui sont loin d'être tous logés à la même enseigne ou de posséder le même statut, sont de ce fait profondément divisés, atomisés, livrés à eux-mêmes, puisque c'est l'élément qui en premier lieu conditionne leur mode de pensée et leur comportement ou la manière dont ils interprètent la situation ou la politique du gouvernement, selon qu'ils sont directement concernés ou non par ses mesures antisociales ou qu'ils ont les moyens ou non d'y faire face. A défaut d'avoir développé une conscience de classe, il ne peut pas en être autrement.

Quant à l'affirmation selon laquelle le gouvernement voudrait "piéger les organisations syndicales", c'est une imposture qui discrédite ceux qui se livrent à un tel sophisme, une fois constaté qu'elles collaborent volontairement ou librement et en permanence avec le gouvernement, elles viennent une nouvelle fois de l'illustrer en rappelant qu'elles partageaient avec le patronat la responsabilité de la condition des chômeurs en établissant leurs "règles d'indemnisation" ou encore le "niveau de ressources nécessaires" à l'Unedic, autrement dit le niveau des cotisations sociales, pendant que le patronat bénéficie d'exonérations en tous genres et les actionnaires engrangent des dizaines de milliards d'euros de dividendes.

C'est jusqu'à la lie que les partisans de la politique dite contractuelle, de la gestion tripartites des organismes sociaux, entendez ceux qui ont marchandé avec les dirigeants vendus des syndicats

leur neutralité en échange de postes de permanents souvent à vie, doivent faire avaler aux travailleurs et aux militants le prix de leur trahison ou forfaiture dont voici deux illustrations.

Les syndicats sont indépendants de l'Etat nous dit-on. Les faits prouvent au contraire qu'ils ne sont pas indifférents aux besoins des capitalistes. Les preuves.

Publicsenat.fr - Les partenaires sociaux vont pouvoir désormais coécrire les diplômes professionnels avec l'État afin « de correspondre davantage aux besoins professionnels des entreprises ». publicsenat.fr 09.02

Libération.fr - ... les sanctions pour les chômeurs et la gouvernance du système, sont renvoyées à des échanges tripartites entre l'Etat, les syndicats et le patronat, organisés d'ici deux semaines. Mais le gouvernement a d'ores et déjà annoncé qu'il triplait le nombre de contrôleurs au sein de Pôle emploi, qui passera de 200 à 600. Et peut-être même plus à l'avenir, Macron, lors de la campagne, ayant promis de les multiplier par cinq. Libération 2 mars 2018

Quand les syndicats sont associés à ce point au sort que les capitalistes réservent aux travailleurs qu'ils réduisent à l'état de déchets ou de mendiants ou prennent ainsi en charge les besoins exprimés par les capitalistes ou leurs représentants, leur orientation politique est déjà ouvertement corporatiste, réactionnaire.

Chacun aura compris que des syndicats ou des partis politiques qui participent quotidiennement à la gestion des rapports capital/travail dans le cadre du régime capitaliste, y sont liés intimement et lui servent de caution, quand leurs dirigeants ne se voient pas confier des postes ou des missions ministérielles à titre de reconnaissance, ce que chaque travailleur a forcément à l'esprit, tant le procédé s'est répandu au cours de ces dernières années et a été très largement médiatisé.

On ne piège pas quelqu'un qui est consentant et qui sait parfaitement à quoi s'en tenir, sauf à vouloir le faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Cet éditorial illustre le refus de s'attaquer aux causes de l'insouciance, de l'apathie, de la résignation, de la passivité des masses exploitées, causes qui peuvent continuer de sévir et nuire aux intérêts de l'ensemble des travailleurs, tandis que la majorité qui ne se sent pas directement concerné s'accommode de la situation.

On souhaiterait évidemment par dessus tout que les développements à venir dans les quelques jours ou semaines qui viennent s'inscrivent dans une tout autre perspective, qui verrait les travailleurs se dresser en masse contre le régime, mais nous ne prendrons jamais nos désirs pour la réalité. Soit cela se produira, soit cela ne se produira pas, et si cela ne se produisait pas, on serait en droit de se demander pourquoi, à chercher à comprendre pourquoi au lieu de répéter sans cesse les mêmes platitudes qui ne n'apportent rien.

Qu'est-ce qui différencie le POID du POI ?

Les amis de mes amis sont mes amis.

<https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195/>

Dans la rubrique ils "aiment" :

Lien vers l'association "La France de Marianne".

- La France de Marianne "a pour objet la promotion des valeurs portées par la République Française..." (source : La France de Marianne). Son manifeste est un panégyrique en hommage aux institutions de la Ve République.

La France de Marianne, c'est aussi :

- "Être Charlie c'est être français tout simplement."

Lien vers le Comité Laïcité République

Qui y trouve-t-on ? Une brochette d'ordures.

- Inna Shevchenko, l'égérie des Femen financées par Soros notamment.
- Alain Finkielkraut
- Elisabeth Badinter
- A. Lacroix
- Anne Hidalgo
- Caroline Fourest
- Patrick Kessel (président du Comité Laïcité République)

Le 14 novembre 2017 - Anna Shevchenko, Ukrainienne de 27 ans et figure majeure du groupe Femen, a obtenu le «Grand Prix International» du maçonnique Comité Laïcité République, présidé par l'ancien Grand Maître du GODF Patrick Kessel. (blogs.lexpress.fr/lumiere-franc-macon/tag/patrick-kessel)

Rien que du beau monde, on vous fera grâce des présentations, vous êtes censés tous les connaître.

A chacun ses francs-maçons et ses libres penseurs en somme...

Les menteurs professionnels hurlent au mensonge ou aux fakes news, les calomnieurs à la diffamation, les comploteurs au conspirationnisme, les voleurs au vol, les prostitués au viol, les assassins au crime, les barbares à la morale.

A la crise générale du capitalisme s'ajoute désormais une crise politique qui frappe de nombreux pays sur tous les continents, sans que nous sachions en profiter pour instruire et organiser les masses les plus conscientes. Les masses sont tentées de s'émanciper des institutions, mais elles ne savent pas pour quoi faire ni comment, parce qu'elles n'ont pas pris conscience de leur légitimité à décider elles-mêmes leur destin.

Depuis leur naissance on leur a inculqué le respect du régime en place qui serait immuable, irremplaçable ou éternel. Ensuite, on leur a expliqué qu'elle pouvait faire valoir leurs droits en glissant un bulletin de vote dans une urne tous les cinq ans. Et enfin, il leur a été accordé d'exprimer leurs désaccords par des moyens pacifiques en attendant les prochaines élections, sans que ni l'un ni l'autre de ces procédés ne change quoi que ce soit à leur condition, puisque leurs besoins ne peuvent être pris en compte qu'à condition qu'ils ne contrarient pas ceux du régime, autrement dit dans tous les cas de figure, quelles que soient les mesures ou lois adoptées par les représentants du régime elles doivent s'y soumettre impérativement en attendant des jours meilleurs qui ne viendront peut-être jamais.

C'est ce mécanisme et ce cadre qu'elles doivent briser pour prendre en mains leur destin. Les travailleurs consacrent leur temps libre à un tas d'activités, mais ils n'ont pas le temps de s'occuper

de leurs propres affaires qu'ils laissent le soin à d'autres de gérer à leur place avec les conséquences néfastes et dramatiques qui en découlent. Dans ces conditions leur situation ne peut aller que de mal en pis. Voilà ce qu'il faut les aider à prendre conscience. Mais cela ne peut pas se faire en leur tenant un discours démagogique ou dogmatique ou pire encore, en flattant leur ignorance en les déclarant irresponsables.

Chacun sait dans la vie courante que ce genre de discours a ses limites ou est insupportable, car personne ne peut accepter que quelqu'un se conduise n'importe comment sous prétexte qu'il serait irresponsable, et continue de nuire aux intérêts des autres autant qu'aux siens, puisqu'ils sont tous liés. Si ma liberté s'arrête où commence celle des autres, je suis en droit de considérer que l'indifférence, la résignation ou la passivité sont des comportements qui portent atteinte à mes intérêts, dans la mesure où ils permettent au gouvernement de m'imposer sa politique antisociale. Partant du principe que les besoins que j'exprime sont légitimes, tout obstacle qui se dresse pour empêcher qu'ils ne soient satisfaits constitue une atteinte à ma liberté ou empiète sur ma liberté, ce que je ne peux pas tolérer quelle qu'en soit l'origine.

A entendre les uns et les autres, personne dans la société ne serait responsable de quoi que ce soit, hormis les capitalistes, mais comme ces derniers ne changeront pas, cela signifie qu'aucun changement de politique ou de société n'advient jamais. Ce discours n'est pas adapté aux couches inférieures de la classe ouvrière qui croulent sous les difficultés et n'en comprennent pas la nature, c'est d'ailleurs davantage sous cet angle-là qu'il faut s'adresser à elles.

La difficulté face à laquelle nous sommes se résume ainsi : les travailleurs qui ont la capacité de prendre conscience de leur condition s'en moquent parce qu'ils disposent encore des moyens pour supporter le capitalisme, une fois leur journée de travail terminée ils profitent de la vie, tandis que les travailleurs qui sont les plus durement frappés par la crise du capitalisme croulent sous tant de difficultés qu'ils haïssent littéralement la société et sont hermétiques à tout discours, ils accueilleront le nôtre avec bienveillance mais cela n'ira pas plus loin.

En résumé, les plus ignorants ou arriérés subissent leur sort comme une terrible injustice qu'ils vivent comme une fatalité contre laquelle ils sont impuissants à lutter, ils n'ont confiance en personne pas même en eux, ils sont accablés par tant de problèmes quotidiens à régler qu'ils ne peuvent penser à rien d'autre, leur proposer un engagement politique qui porterait ses fruits ultérieurement est au-delà de leurs forces ou ne les intéresse pas. Tandis que ceux qui bénéficient de meilleures conditions d'existence et d'un niveau de conscience supérieur entendent en profiter sans se mêler des questions qui ne les concernent pas directement, elles préfèrent porter leur attention sur les questions de nature individuelle que leur soumettent les représentants du régime, plutôt que sur celles qui concernent collectivement leur classe, parce qu'elles estiment qu'elles sont globalement résolues en ce qui les concerne ou elles peuvent y répondre individuellement sans qu'il y ait besoin de remettre en cause le régime en place, elles sont les plus vulnérables à la propagande officielle.

Puisqu'on ne peut rien changer à la condition des couches les plus défavorisées qui ne croient plus en rien ni en personne, notre discours leur semblera utopique, c'est normal ou logique, et celui qu'on adressera aux couches les plus favorisées leur semblera déplacé ou outrancier parce qu'elles se complaisent dans leur condition. En lisant ces lignes les lecteurs seront tentés d'en conclure que quoi qu'on entreprenne en direction des masses cela ne servira à rien, j'ai envie de leur répondre que c'est justement la raison pour laquelle nous ne devons surtout pas changer de discours, pour leur montrer où conduit leur comportement ou leur état d'esprit, sans les juger ou les accabler cela va de soi, en admettant que le discours que l'on tient est adapté à chaque couche de travailleurs, donc que l'on parte de leur condition au lieu de partir de nos propres considérations.

La question est de déceler leur logique pour les amener à admettre qu'elle dessert leurs intérêts...

Plus vous êtes évolué, plus vous avez un statut social élevé, et plus vous êtes responsable de l'état ou de l'orientation de la société, plus votre devoir vous impose de vous engager pour la changer.

On ne peut pas être développé intellectuellement et refuser d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de la société, en particulier envers les couches les plus défavorisées ou les plus durement et injustement frappées par la survie du système économique capitaliste en France et dans le reste du monde.

Le problème, c'est que les membres de ces couches les plus évoluées ou intellectuellement les plus développées se comportent comme des irresponsables qui se moquent éperdument du sort du reste de la société. Ils profitent des privilèges que la société leur accorde...

Quelques infos en bref.

Allemagne.

- Les adhérents du SPD disent "oui" à l'accord de coalition avec Merkel - Reuters 4 mars 2018

Les adhérents du Parti social-démocrate (SPD) ont approuvé à 66% l'accord de coalition avec le bloc conservateur d'Angela Merkel (CDU-CSU), ouvrant la voie à la formation d'un gouvernement en Allemagne, plus de cinq mois après les élections législatives.

Le taux de participation à cette consultation menée par voie postale a été de 78% des 464.000 membres du SPD.

"Le président de la République (Macron - ndlr) se réjouit du résultat du vote du SPD. C'est une bonne nouvelle pour l'Europe", déclare-t-on de même source. "La France et l'Allemagne travailleront ensemble, dès les prochaines semaines, pour développer de nouvelles initiatives et faire avancer le projet européen." Reuters 4 mars 2018

Ce type de coalition existe en Allemagne depuis les années 60, sinon la CDU/CSU et le SPD se passent les plats en alternant au pouvoir. Pendant plus d'un demi-siècle il y en aura parmi nous pour l'ignorer, les opportunistes osaient tout avant l'heure...

Italie

Les quatre partis de la coalition de droite-extrême droite, parmi lesquels se trouve Forza Italia de Silvio Berlusconi, obtiendraient selon les sondages entre 31% et 41% des voix.

Le populiste Mouvement 5 Etoiles, hors de cette coalition, serait devenu le premier parti du pays, avec entre 29% et 32% des suffrages. En revanche, le Parti démocrate (PD, centre-gauche) de Matteo Renzi confirme dans les urnes le mauvais résultat anticipé par les sondages avec un score compris entre 21 et 23,5%, toujours selon ces estimations. AFP 05.03

France

- Caroline De Haas (secrétaire générale de l'Unef et militante PS - ndlr) quitte les réseaux sociaux après "une vague de haine" - AFP

La militante explique sur son blog dans Mediapart que ces attaques ont été déclenchées par une interview d'elle publiée dans L'Obs du 15-21 février, sous le titre "un homme sur deux ou trois est un agresseur". AFP 26 février 2018

Et elle n'a pas visité les abattoirs où l'on saigne les truies dans son genre...

- «Le Média» malaise au sein de la chaîne proche des Insoumis - Le Parisien 26 février 2018

Grande-Bretagne.

- Un nouveau parti anti-Brexit voit le jour au Royaume-Uni, inspiré par Macron - AFP

Un nouveau parti politique centriste et anti-Brexit, "Renew" ("Renouveler"), a été lancé lundi au Royaume-Uni, inspiré par "La République en marche" du président français Emmanuel Macron. AFP19 février 2018

Mieux qu'une coalition, la fusion de la droite et de la gauche dans le même parti, enfin ! Les faits légitiment notre analyse. Entre nous, je ne voudrais pas être à la place de mes détracteurs qui doivent réécrire leur copie de fond en comble...

Tout est dit ici pour qui sait lire, un scénario parfaitement maîtrisé bien que soumis à des aléas, et le plus paradoxal, c'est que l'auteur de cette analyse semble l'ignorer ! Pourquoi ? Parce qu'il passe à côté de ses implications politiques. Pourquoi ? Mais parce qu'il s'accommode très bien du monde dans lequel nous vivons sous le capitalisme. Il n'a pas besoin de chercher la voie pour en sortir...

Grille de lecture.

Un scénario parfaitement maîtrisé.

- crise inévitable...

- un mécanisme décrit minutieusement...

- un effondrement prévisible, déclenché sur commande le moment voulu, tout le processus étant sous contrôle, y compris ou surtout ses conséquences...

- les Banques centrales (privées) à la manoeuvre...

- argent gratuit distribué aux banques par milliers de milliards de dollars...

- fermez le robinet et c'est la faillite...

- en cas de chute prolongée des cours boursiers, les grandes Banques centrales feront tourner de plus belle la planche à billets pour éviter le pire.

- c'est un système sans fin...

Merci on l'avait compris, à moins d'être d'une mauvaise foi, d'un dogmatisme incroyable ou d'une stupidité sans fond.

Notez qu'à ce jour pour les dirigeants des partis dits ouvriers la crise du capitalisme se déroule ou éclate selon un rite immuable depuis la moitié du XIXe siècle, que les capitalistes se soient dotés de nouveaux instruments pour interférer dans le déroulement de cette crise ou le fonctionnement du capitalisme les laisse indifférent.

Au lieu de partir dans une démonstration qui serait accusée d'être partisane ou porterait à polémique, donnons la parole à un membre de l'élite acquis au capitalisme, qui se livre à un constat dont nous venons de livrer la trame et l'objectif, se donner les moyens de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Crise financière: «Dettes, crédits opacité... Les foyers de la déflagration sont connus» — Libération.fr 28 février 2018

Après les soubresauts boursiers début février, le chercheur Gaël Giraud estime que la financiarisation de l'économie mondiale, dopée par l'endettement, éloigne toujours plus les marchés de l'économie réelle.

Beaucoup estiment que ce n'était qu'une simple secousse, comme en connaît la finance de marché : elle brûle aujourd'hui ce qu'elle a vénéré hier. Les indices baissent brutalement ? C'est l'effroi général. La glissade s'interrompt ? Tout le monde (ou presque) explique que les marchés ont retrouvé la raison. La dernière trombe financière planétaire (du 5 au 9 février) n'aura pas échappé à ce mouvement. Dans le sillage de Wall Street, la planète finance a alors vu se volatiliser près de 7 500 milliards de dollars de capitalisation boursière en moins d'une semaine. Signe d'une inquiétude, dès le 11 février, la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, déclarait : «Il nous faut anticiper d'où viendra la prochaine crise.» (Ils vous fournissent même les signes, il suffit juste de suivre la piste. - LVOG) L'économiste Gaël Giraud estime que cet épisode ne peut être réduit à un simple accident. Elle est le signe avant-coureur d'un inéluctable prochain décrochage financier planétaire.

Entretien avec ce chef économiste de l'Agence française de développement (AFD) et directeur de recherche au CNRS, qui a notamment préfacé le dernier livre de Steve Keen, Pouvons-nous éviter une autre crise financière ? (les Liens qui libèrent).

Faut-il s'inquiéter des récents soubresauts des grandes places financières ?

Nous sommes dans une situation pour le moins aussi explosive que celle de 2007, avec des Etats dont les finances publiques sont plus dégradées et un contexte macroéconomique plus fragile en dépit de l'apparente reprise économique. Les mesures de régulation bancaire et financière adoptées depuis la crise des subprimes sont très insuffisantes pour éviter une prochaine crise financière, y compris l'Union bancaire européenne.

Où sont les indices de cette crise qui menace ?

En situation normale, l'indice microéconomique de l'économiste américain Robert Shiller, qui compare le cours d'une action avec les bénéfices distribués par l'entreprise correspondante, oscille entre 14 et 17, avec un rendement moyen des titres de 6 %. Il tourne aujourd'hui autour de 34 pour les 500 plus grandes entreprises américaines, témoin de la déconnexion profonde entre la réalité économique des entreprises et leur valorisation boursière. Le rendement des actions, 3 % environ, est identique à celui des titres sans risque de dette souveraine : un non-sens. La dernière fois que l'indice de Shiller avait dépassé un tel sommet, c'était en 2000, veille de l'implosion de la bulle internet. Ce décrochage se vérifie, à l'échelle macroéconomique, par le découplage entre les cours de Bourse et le PIB. Les indices boursiers ont dépassé depuis longtemps leurs sommets de 2007, alors que l'économie réelle occidentale, par exemple, n'a retrouvé que récemment le niveau de revenu moyen par habitant qui était le sien en 2007.

Peut-on parler de bulle ?

Bien sûr. Tôt ou tard, l'écart entre les cours de Bourse et l'économie réelle finira par se résorber via une chute du prix des actifs financiers.

Comment l'implosion de la bulle peut-elle advenir ?

Le mécanisme est simple et chaque fois identique : pendant la phase euphorique de gonflement de la bulle, les investisseurs s'endettent pour acheter des actifs financiers et bénéficier de la hausse des cours. Tôt ou tard ils devront rembourser leurs dettes. Or leurs revenus proviennent de l'économie réelle. S'il y a un découplage entre celle-ci et la sphère financière, alors les spéculateurs sont condamnés à vendre leurs actifs financiers pour rembourser leurs dettes, faute de revenus «réels» suffisants. Un krach financier s'amorce au moment où une fraction suffisamment importante d'investisseurs, contrainte de vendre ses titres, provoque un retournement à la baisse des marchés. Les autres investisseurs n'ont alors d'autre choix que de vendre à leur tour pour minimiser leurs pertes. Résultat : les cours s'effondrent.

Avons-nous atteint les limites d'une économie mondiale qui croule sous des montagnes de dettes ?

C'est vraisemblable. Raisonnons à partir d'un individu surendetté : dès que sa dette est supérieure au collatéral qui lui sert de garantie (par exemple une maison ou une voiture), il a intérêt à faire défaut sur sa dette car finalement la saisie de son collatéral lui fera économiser de l'argent. Au niveau global, la situation est comparable. La dette publique mondiale atteint environ 60 000 milliards de dollars, alors que le PIB mondial tourne autour de 70 000 milliards. Quant à la dette privée, elle dépasse les 110 000 milliards de dollars (ce qui signale, au passage, qu'il est plus urgent de désendetter le privé que l'Etat). Le total des dettes est donc supérieur à 240 % du PIB. En face, le capital physique mondial qui tient lieu de garantie à cette montagne de dettes est de l'ordre de 200 000 milliards de dollars. Bien sûr, au niveau agrégé, les dettes ne sont pas dues à la même échéance pour tout le monde. Reste que, lorsqu'une dette globale frôle la valeur de son collatéral, nécessairement des difficultés de remboursement vont apparaître.

D'où peut venir le prochain maelström financier ?

Personne ne peut dire quand ni d'où partira la première secousse, mais les foyers de la déflagration sont connus. Il y a la dette des étudiants américains (1 300 milliards de dollars, soit 1 065 milliards d'euros), un peu plus de la moitié du PIB français, et qui ne peut être remboursée que si les diplômés des campus nord-américains trouvent très vite des emplois bien rémunérés. Il y a aussi le crédit à la consommation de type subprime qui a ressuscité et que les banques américaines ont même recommencé à titriser. Il y a l'opacité des grandes banques publiques de Shanghai et la bulle immobilière de la côte Est de la Chine. L'accroissement de la dette privée chinoise est sans précédent dans l'histoire. Autant de bombes financières à retardement.

Ces dettes ne créent-elles pas de valeur ?

Pas suffisamment. Aujourd'hui, le ratio dette privée sur PIB augmente partout dans le monde. Cela signifie que le surcroît de dette ne produit pas (assez) de valeur ajoutée. La dette sert de carburant à l'économie mondiale mais elle ne produit plus d'étincelle qui allume le moteur de la croissance (nonobstant la question écologique).

Quel a été le rôle des Banques centrales ?

Dans la bulle actuelle, dont le gonflement débute en 2009, c'est l'argent des Banques centrales qui a alimenté la bulle financière. Les politiques monétaires d'assouplissement quantitatif (quantitative easing, QE), mises en œuvre dans le sillage de la crise de 2008, ont consisté au rachat par les

Banques centrales des obligations d'Etat sur le marché secondaire, à coups de milliers de milliards. Depuis plus de huit ans, la Fed, aux Etats-Unis, injecte ainsi 1 000 milliards de dollars par an à un taux réel nul dans les banques, les fonds de pension et les compagnies d'assurances. Cet argent a été utilisé pour spéculer plutôt que pour investir dans l'économie réelle, en particulier dans la transition écologique. Les marchés d'actions se sont envolés. Le marché américain s'est apprécié de près de 35 % au cours des quatorze derniers mois.

Mais, en ce moment, les investisseurs nous disent qu'ils craignent une hausse de l'inflation via une hausse des salaires...

Ce qui montre qu'on est dans un monde qui fonctionne à l'envers. Une hausse des salaires devrait rassurer les investisseurs car elle est bonne pour la consommation, donc pour les entreprises, donc pour leurs actions. Au lieu de cela, les investisseurs en déduisent que l'inflation pourrait revenir, ce qui, si les Banques centrales agissent conformément à leur mandat, conduirait à un tarissement du QE et à une remontée des taux. Or c'est le robinet des Banques centrales qui, en alimentant le secteur bancaire (lui-même surendetté) avec de l'argent gratuit, le maintient en vie. Coupez le robinet et vous plongez des pans entiers du secteur bancaire nord-atlantique vers la faillite, y compris certaines Landesbanken allemandes. D'où la panique, le 8 février, quand la Banque centrale d'Angleterre a annoncé qu'elle s'apprêtait à remonter rapidement ses taux.

C'est un système sans fin...

Puisque la sphère financière grossit plus vite que l'économie réelle, l'unique salut des investisseurs pour éviter le krach, ce sont les Banques centrales. Il est vraisemblable qu'en cas de chute prolongée des cours boursiers, les grandes Banques centrales feront tourner de plus belle la planche à billets pour éviter le pire. Attitude paradoxale, mais difficile à éviter, de pompier pyromane... qui alimente une vaste pyramide de Ponzi où l'on ne peut plus rembourser ses dettes qu'en contractant de nouvelles dettes. Les Etats eux-mêmes ont intérêt au prolongement de cette situation absurde : si les banques ne sont plus certaines de revendre leurs titres de dette publique aux Banques centrales, elles redeviendront plus exigeantes avant de souscrire à une adjudication du Trésor. Le coût de la dette publique augmentera.

Qu'est-ce qui a changé au cours des cinquante dernières années pour en arriver à cette situation ?

Pendant les Trente Glorieuses, la plupart des pays occidentaux, à l'exception des Etats-Unis, ont connu un endettement sain, parallèle à la création de valeur économique. Avec les débuts de la dérégulation financière des années 80, on assiste à la montée d'une dette « malsaine » : le ratio dette privée/PIB augmente dans tous les pays industrialisés. On vit depuis lors dans une économie à crédit, probablement du fait des contraintes géologiques liées à la raréfaction progressive de l'énergie et des ressources minières. (On a envie de dire quelle connerie ! Le même jour j'ai lu un article dans lequel il était expliqué que d'ici 2025 80% des besoins en énergie des Etats-Unis pourraient provenir d'autres sources que les énergies fossiles. - LVOG)

Où est la solution ?

Les Banques centrales vont probablement continuer un QE minimal pour éviter la catastrophe, mais il faut réguler à nouveau les marchés financiers et les secteurs bancaire (y compris le monde bancaire de l'ombre, le shadow banking) et assurantiel de manière à empêcher les bénéficiaires de ces liquidités de les utiliser pour spéculer. Cela passe par la réécriture du cadre prudentiel de Bâle III et de Solvabilité II, ainsi que des normes comptables internationales. Il faut contraindre le secteur privé à se désendetter et à investir dans l'économie réelle. Fléchons l'argent des Banques centrales vers des « investissements verts » si nous voulons éviter l'autre catastrophe qui menace - beaucoup plus grave -, celle du climat et de la biodiversité. Enfin, il faut mettre fin à l'exigence pour les Etats de se financer sur des marchés financiers inefficients, et autoriser à nouveau leur

financement par les Banques centrales. Ce circuit de financement public a permis la reconstruction de l'Europe de l'Ouest en une génération et c'est la solution que le Japon vient de remettre en selle à bas bruit.

Que diriez-vous à ceux qui expliquent en ce moment que la croissance revient et qu'on voit le bout du tunnel ?

Si tout va si bien, pourquoi les Banques centrales ne mettent-elles pas fin immédiatement à leur politique de QE ? Pourquoi la plus ancienne banque du monde, Monte dei Paschi di Siena, a-t-elle fait faillite en dépit du QE ? Pourquoi les taux restent-ils aussi bas ? Pourquoi l'inflation ne redémarre-t-elle pas ? Une économie dopée par la dette et l'argent gratuit peut donner l'illusion pendant quelques années qu'elle va mieux. En réalité, la croissance durable pour tous est illusoire : le monde va manquer de pétrole dès la prochaine décennie et, tant que nous n'avons pas opéré la transition énergétique, le monde dépend de l'or noir de manière cruciale. C'est l'ensemble de notre modèle économique qu'il faut repenser. Libération.fr

Passons sur le fait que ce n'est pas "notre" modèle économique, mais le leur, celui de la classe qui détient le pouvoir et qu'elle nous impose, et à laquelle il s'en remet pour résoudre les défis auxquels est confrontée la civilisation humaine.

Il ne peut pas proposer de réponses aux questions qu'il pose, puisqu'il continue de penser le système économique capitaliste comme s'il était une fin en soi, indépassable ou éternel, tandis que ses contradictions poussées à l'extrême conduisent à son explosion ou à une situation sociale intenable à terme, à la barbarie ou au totalitarisme. De la même manière, on comprend pourquoi il ne peut pas caractériser la dérive financière de mafieuse, puisqu'elle a pour vocation de suppléer aux carences ou insuffisances du capitalisme pour que les capitalistes conservent leur hégémonie de classe. Et quant au constat selon lequel "la croissance durable pour tous (serait) illusoire", il oublie que plus des trois quarts de l'humanité n'en profite pas ou alors en étant soumis à des conditions d'exploitation épouvantables, et que quoi qu'il en soit rien n'enrayera durablement la tendance à la baisse du taux de profit qui mine le capitalisme et concourt à l'accumulation du capital.

A aucun moment il n'évoquera les conséquences sociales dramatiques de la dictature financière pour tous les peuples, et pour cause il se pose en conseiller des Banques centrales qui seraient bien avisés de s'orienter vers des « investissements verts », comme si cela pourrait suffire pour sauver le capitalisme et garantir un mode de vie de qualité à l'élite à son service.

Cette explication est incomplète, obsolète, inappropriée à la situation.

La mondialisation contemporaine a instauré la « guerre de tous contre tous », et par tous les moyens possibles afin de produire de nouveaux outils d'accumulation du capital. (Syrieleaks : Suites, propagande et dividendes... Par Richard Labévière - Les-Crises.fr 28.02)

Accumuler du capital, parvenu à un certain stade cela ne signifie plus rien, il faut donc chercher ailleurs. Pour être plus précis, cela signifie autre chose ou quelque chose de plus qu'autrefois qu'on peine à imaginer.

J'affirme que ce ne sont plus ni les rapports établis entre les classes à l'origine du capitalisme qui seuls détermineraient l'orientation économique ou social et politique de la société, la lutte des classes, ni la prétention de la classe dominante de conserver le pouvoir, mais la menace que représente à terme pour l'espèce humaine et plus particulièrement pour cette classe l'expansion continue de la population mondiale.

Il est toujours exact que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, en revanche il est devenu faux de prétendre que seul le prolétariat mondial pourrait en venir à bout, cette version était valable temps que le capitalisme n'avait pas atteint le stade au-delà duquel sa survie serait gravement compromise ou deviendrait insupportable qu'incarnent quotidiennement 7,4 milliards d'êtres humains et leurs besoins grandissant à satisfaire, qui sont incompatibles avec les ressources de la planète ou la préservation de l'environnement.

S'il est exact que le capitalisme est à l'agonie, en faillite, qu'il a franchi depuis longtemps le stade de la putréfaction, tout ce qu'on voudra, on est bien obligé de constater qu'il ne s'effondre pas, ce qui signifie qu'il existe un ou plusieurs facteurs qui sont intervenus pour voler à son secours, la planche à billets des faux monnayeurs et une stratégie politique précipitant l'avènement d'une dictature mondiale, de sorte que l'état du capitalisme est indifférent, il sert juste à justifier les lois qui accompagnent la mise en place de cette société totalitaire. Le capitalisme ne concerne plus que ceux qui n'ont pas les moyens de contourner les effets de sa crise, la quasi-totalité de la société à l'exception des oligarques. La lutte de classe s'en trouve complètement faussée et neutralisée, principalement du fait que personne dans le mouvement ouvrier n'entend prendre en compte ces facteurs.

Comment peut-on croire un instant qu'un système économique qui a vu le jour lorsque la terre était habitée par 600 à 800 millions d'êtres humains, fonctionnerait exactement de la même manière quand elle doit supporter l'existence de plus de 7 milliards d'habitants, demain 10 milliards ou le double ? C'est d'une stupidité accablante, non ? Et pourtant nous en sommes là ! Il ne faut pas s'étonner ensuite si ceux qui nous gouvernent ont autant de facilité à faire croire n'importe quoi aux masses ou à les manipuler aussi facilement puisque finalement nous n'avons guère fait mieux jusqu'à présent.

Passons à l'exercice pratique.

Des lois, quelles lois ? Les lois du fonctionnement du capitalisme ? Non, juste un règlement administratif ou policier de type bureaucratique conçu et imposé par les plus puissants aux plus faibles ou au monde entier qui sont sommés de s'y soumettre sous peine d'être durement réprimés.

Ce qui vaut sur le plan économique est en passe de s'imposer sur le plan social et politique à l'échelle mondiale en dehors de tout contrôle et en toute impunité, ne souffrant aucune contestation ou remise en cause possible, n'étant entravé par aucun obstacle d'aucune sorte, surtout pas les lois du fonctionnement du capitalisme et ses contradictions qu'ils transgressent, pas même les rapports existant entre les classes ou l'existence même de ces classes qu'ils ignorent, comme si elles n'existaient pas puisque le législateur représentant les intérêts de l'oligarchie anglo-saxonne s'arrogent absolument tous les pouvoirs, après celui de fabriquer et contrôler la monnaie, ils fabriquent les gouvernements et contrôlent toutes les institutions qui adoptent les lois qu'ils leur dictent et qui les font respecter, ce qui caractérise une dictature absolue ou un régime totalitaire.

Leur conception (néolibérale) de la société ou le modèle qu'ils veulent imposer au monde entier n'a aucun lien avec le système économique en vigueur, avec le développement ou l'évolution du capitalisme, ses besoins qui en découlèrent et qui alimentèrent la lutte des classes, et qui furent à l'origine du progrès social réalisé par l'humanité, leur conception ou modèle totalitaire de la société découle de leur incapacité ou refus de se conformer aux contradictions du capitalisme qui conduiraient à leur disparition, et si ils se présentent ou on les interprète comme des actes de volonté libre ou un choix délibéré de leur part, en réalité ils leur sont imposés, s'ils sont conduits à se comporter en vulgaires gangsters, en cruels tyrans, parce qu'ils savent que les besoins de 7,4 milliards d'hommes et de femmes, demain 9, 10, 12 milliards sont incompatibles pas seulement

avec le capitalisme mais aussi avec la survie de l'espèce humaine dont ils font aussi partie aussi monstrueux soient-ils, donc en dernière analyse, c'est autant leur pouvoir, leur hégémonie de classe qu'ils entendent ainsi préserver que leur propre survie à titre individuel, le plus arriéré des hommes vivant sur terre pouvant parfaitement imaginer qu'à un moment donné le développement exponentiel de la population mondiale conduira forcément d'une manière ou d'une autre à l'extinction de l'espèce humaine dans d'effroyables conditions en prime.

Illustration de la dictature mondiale.

- Vente de Rafale bloquée : la France subit (encore une fois) la loi américaine - lesechos.fr 23.02

La question de l'extraterritorialité des lois américaines...

Il faut reconnaître à cette mécanique une efficacité absolue puisqu'elle revient, sous le prétexte d'une régulation économique visant à prévenir les fraudes, à arbitrer le droit du commerce international avec comme seul prisme l'intérêt américain.

Car le juge ne sera jamais saisi, aucune incrimination pénale ne sera jamais utilisée ! En l'occurrence, il n'y a pas le plus petit tracas juridique, mais seulement la présence d'un composant américain qui justifie qu'ils donnent leur avis.

L'efficacité est telle qu'elle ne repose sur aucun principe, sur aucune règle juridique. Les États-Unis se reconnaissent simplement le droit de contrôle de toutes les opérations dans lesquelles un élément de rattachement à leur droit aussi infime – pour ne pas dire discutable – que l'utilisation de leur monnaie ou d'un trombone. lesechos.fr 23.02

En 2017, les États-Unis avaient déployé 291 000 soldats dans 183 pays étrangers...

Des troupes d'opérations spéciales sont intervenues dans 149 pays en 2017 lors de missions secrètes de combat et d'entraînement...

Ils ont largué 39 000 bombes et missiles sur l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan depuis que Trump a pris ses fonctions. (Lu dans un article dont j'ai perdu la trace dans mon disque dur...)

Il va falloir vous y faire. Mélenchon prend la défense de Wauquiez, Marine Le Pen prend celle de Mélenchon, Philipot celle des travailleurs !

Les discours de tous les partis dits ouvriers sont tellement teintés de démagogie et de contrevérités extraites de la propagande officielle, qu'ils servent de repoussoir à tout travailleur honnête et sincère qui voudrait s'engager dans l'action politique ou s'organiser ou qui serait tenté par le socialisme.

Quand on voit à quoi à donner naissance le mouvement ouvrier, on est en droit de s'interroger sur la véritable nature de ses dirigeants.

- Philipot (Les Patriotes) appelle à "soutenir les mouvements sociaux", dont celui à la SNCF - AFP

La présidente du FN Marine Le Pen n'a pas appelé à participer aux éventuelles actions et manifestations dont discutent actuellement les syndicats contre la réforme de la SNCF, estimant

que "la manifestation c'est quelque part une culture de gauche" et que les syndicats "ont tous appelé à voter pour monsieur (Emmanuel) Macron" à la présidentielle de mai. AFP 27 février 2018

Face à la multitude de gens en tout genre qui s'expriment sur tout et n'importe quoi ou auxquels les médias et les réseaux numériques donnent la parole si gracieusement, il est difficile de s'y retrouver ou on s'y perd facilement pour finalement se faire manipuler.

Il est assez facile de s'y retrouver, pour peu toutefois qu'on ait toujours présent à l'esprit un certain nombre de points de repère, qu'on se pose des questions dont on ignore les réponses, qu'on écarte aucune hypothèse avant de les avoir étudiées, qu'on soit sans a priori, qu'on interprète le monde et son évolution tels qu'ils se présentent à nous, qu'on ne se livre à aucun dogme, qu'on ne s'en tient pas à des lieux communs, des généralités ou des approximations qui relèvent de la spéculation...

En revanche, il est impossible d'avoir un tel mode de pensée quand on est bourré de complexes, quand on manque de confiance en soi, quand on se raccroche à des théories foireuses...

J'estime que la théorisation est l'exercice le plus difficile qui consacre des années d'études et de réflexions acharnées, une théorie ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, il faut donc la construire, la tisser, découvrir ce qui va en être la trame, correspondant à l'action qu'on peut envisager d'entreprendre pour changer la société, révolutionnaire évidemment. Cela montre que je ne pars pas d'une théorie, ce sont les événements et leur enchaînement qui la forgent, en constituent la substance autant que la charpente qui les relie à leurs origines qu'il nous faut découvrir, et moi je ne fais qu'en rendre compte.

Le socialisme ne relève pas de la spéculation ou d'extrapolations. Ce n'est pas une théorie comme une autre parce qu'elle a un contenu scientifique qui consiste à enregistrer les rapports qui existent entre causes et effets ou conséquences. Elle est donc essentiellement logique, dialectique, et matérialiste parce qu'elle part des faits dont la pensée ou les idées sont le produit et en font partie.

L'homme a une double nature, psychologique et sociale, il est donc normal et logique que le socialisme intègre cette double nature.

Chaque homme aspire à s'épanouir, au bien-être et à la liberté, à vivre en paix, tandis que le degré atteint par le développement économique ou des forces productives permet de réaliser cet idéal ou de remplir les conditions pour satisfaire ses besoins matériels ou sociaux.

Le socialisme repose sur ces aspirations et ces conditions matérielles, il consiste à mettre ces conditions matérielles au service de ces aspirations. Il n'y a donc rien d'obscur, de mystérieux ou d'extraordinaire dans le socialisme, il est juste la combinaison de conditions objectives et subjectives qui seule peut permettre à la civilisation humaine d'accéder à un stade supérieur ou de renouer avec le progrès social, de réaliser le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté en abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme.

On aura compris qu'il est d'autant plus impératif et urgent de prendre en compte cette double nature de l'homme, donc son aspect psychologique, mental, intellectuel, subjectif, qu'il a atteint un niveau de développement matériel, de maîtrise de la matière qui lui permet de façonner les cerveaux dans le seul but de perpétuer le règne de la servitude humaine et de l'empêcher de conquérir sa liberté.

L'homme, plus précisément l'exploité parvient à prendre conscience imparfaitement de sa condition, qu'il demeure incapable de situer sur un plan historique, s'interdisant ainsi de comprendre quelles en sont les origines...

Quand la petite bourgeoisie et les couches supérieures ou privilégiées du prolétariat ont préféré s'allier avec la bourgeoisie qu'avec la classe ouvrière. (Cela a donné Macron et Le Pen)

...entre 1985 et 2011, la part des cadres supérieurs au sein des adhérents du PS a crû de 19 points, passant de 19% à 38%, pendant que celle des instituteurs s'écroulait de 10 points (de 17% à 7%), et que celle des ouvriers baissait de 7 points (de 10% à 3%). lexpress.fr 23.02

...à l'intérieur du PCF. Jusque vers 1970, 45 % de ses adhérents étaient ouvriers : ils n'étaient déjà plus que 31 % en 1997. En 2003, alors que les ouvriers composent un quart de la population active, on ne comptait que 10 % de délégués ouvriers au XXXIIe congrès du parti. (Sur la "dés-ouvriérisation" du PCF - Julian Mischi, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, 2014. - https://ddt21.noblogs.org/?page_id=1615)

Des partis ouvriers contre les ouvriers et qui ont fini sans ouvrier, logique...

Les prédateurs.

1250 entreprises se distribuent 1200 milliards de dollars de dividendes en 2017 (+7.7% par rapport à 2016), soit un peu plus d'un milliard de dollars par entreprise. Les-Crises.fr 22.02

Collaboration de classes permanente ou comment les syndicats cogèrent les rapports travail/capital avec les représentants du capitalisme, au profit du capitalisme ou pour perpétuer le capitalisme.

Le candidat Macron avait présenté comme un élément de sécurisation des salariés face à la libéralisation du droit du travail l'ouverture de l'assurance chômage aux démissionnaires. Ou plutôt la création d'une nouvelle possibilité d'indemnisation pour ce public, puisque quinze cas de démissions, qui concernent quelque 70 000 personnes chaque année, permettent déjà de bénéficier des allocations chômage. Or ce seizième cas négocié par les partenaires sociaux est finalement assez restreint, et ne toucherait que 14 000 à 23 000 personnes en plus par an, pour un coût estimé entre 180 et 330 millions. Soucieux de préserver les finances du système, dont ils sont gestionnaires, syndicats et patronat ont en effet imposé de sérieuses conditions : justifier de sept ans d'ancienneté dans l'emploi mais surtout pouvoir présenter un «projet de reconversion professionnelle» nécessitant une formation qualifiante ou une formation complémentaire. Un projet qui, par ailleurs, devra répondre «aux besoins du marché du travail» et qui devra être validé, avant la démission, par une «commission paritaire régionale».

Dernier point sensible : la gestion de l'assurance chômage, aujourd'hui régie par le patronat et les syndicats au sein de l'Unedic. Pas question, selon leur accord, de laisser le gouvernement s'inviter comme il en avait l'intention. Leur texte propose ainsi que la négociation paritaire continue de «définir en toute autonomie les règles d'indemnisation et le niveau de ressources nécessaires» du régime. liberation.fr 24.02

Le règne de la terreur.

Les démêlés du député Thierry Robert avec la justice se poursuivent. L'élu apparenté Modem de la Réunion a été condamné le 15 février dernier à verser "d'importants dommages et intérêts" à une ancienne assistante parlementaire, révèle Le Point ce vendredi.

Selon les témoignages, le député aurait à de nombreuses reprises tenu des propos déplacés à l'égard de son ancienne collaboratrice. Pêle-mêle: "Tu es sexy"...

La Cour d'appel de Paris lui intime de verser à la plaignante 10 000 euros pour harcèlement sexuel, 10 000 euros pour harcèlement moral... lexpress.fr 24.02

Gestes déplacés, sifflements, remarques obscènes... des parlementaires préconisent de créer une infraction d'"outrage sexiste" sanctionnant d'une amende immédiate de 90 euros "tout propos, comportement ou pression à caractère sexiste ou sexuel" dans l'espace public, selon un rapport consulté par l'AFP ce vendredi 23 février. HuffPost FR 23 février

Un internaute sur Youtube :

- "Tout le monde déteste le travail sauf les travailleuses du sexe, elles adorent leur travail... MDR (être payé à rien foutre, c'est le rêve de chacun). "baiser plus pour gagner plus", c'est la devise du féminisme-capitaliste, merci à Simone de Beauvoir et Simone Veil, d'avoir libéré les femmes sexuellement... pour les mettre sur le marché du travail (en les sortant du foyer). Pour le féminisme, le travail rend les femmes libres... car le féminisme c'est l'exploitation de la femme par la femme.

- "Mon corps m'appartient", il appartient surtout au marché libéral ton corps... Le féminisme (La Liberté de la femme), a été créé pour servir les intérêts du libéralisme économique-sexuel.

- Et ce qui est marrant de constater, c'est que bien souvent les femmes et hommes de gauche sont pro-féministes...

Alors que le féminisme est par nature de droite. On dirait qu'ils n'ont pas compris que le féminisme n'a jamais eu pour fonction de défendre les femmes, ni leur cause, mais plutôt de les enrôler au marché capitaliste.

D'ailleurs, toutes les femmes de droite chefs d'entreprises sont pro féministes, elles montent pleins d'associations féministes libérales, pour promouvoir la femme dans l'entreprise (le travail). En France et en Amérique, comme Christine Lagarde ou Laurence Parisot, ces femmes se revendiquent féministes.

Pas un hasard si le féminisme est une invention américaine, le pays pro-capitaliste et anti-gauchiste par excellence.

Simone de Beauvoir était elle-même adulée par le lobby féministe américain. Le féminisme est une industrie économique, comme le coca-cola ou le porno. "

Ni l'effondrement du capitalisme mondial ni une nouvelle guerre mondiale n'auront lieu, ce qui signifie qu'il ne faut pas compter sur ces facteurs pouvant potentiellement servir de déclencheurs à une révolution prolétarienne pour nous débarrasser du capitalisme.

Jusqu'à présent la conception de la lutte de classe adoptée par l'avant-garde du mouvement ouvrier intégrait largement ou reposait sur l'un ou l'autre de ces deux facteurs selon qu'ils étaient d'actualité ou susceptibles de le devenir.

L'effondrement du capitalisme mondial tel qu'on pouvait le concevoir au XIXe siècle, n'existe plus depuis que les banquiers anglo-saxons ont fait main basse sur la planche à billets. Il aura fallu attendre près d'un siècle pour qu'on s'en aperçoive, alors qu'ils ne cessèrent d'y recourir.

L'embourgeoisement des masses qui ont un mode de vie relativement confortable et dont le statut les apparentent aux classes moyennes ; la sophistication et la gangstérisation de la finance nécessitée par la crise du capitalisme et permise par la corruption et la dislocation du mouvement ouvrier ; la disparition de l'URSS qui devait signifier dans l'imaginaire collectif la faillite du socialisme ou l'absence d'alternative au capitalisme ; bref, la combinaison de ces facteurs compromettait toute perspective de passer un jour au socialisme si nous ne les prenions pas en compte pour modifier notre conception de la lutte des classes, sans toutefois renier l'analyse fournie par le marxisme, bien au contraire puisque ce constat et cette conclusion en est le produit, d'ailleurs c'est cette méthode qui nous a permis de réaliser cette analyse et de parvenir à cette conclusion, qui devraient nous servir de base de travail ou de réflexion pour refonder l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Tous les partis ou groupes de militants rejettent cette analyse, leurs dirigeants, cadres ou militants ne veulent pas en entendre parler, alors qu'ils ont démontré que toutes leurs analyses avaient été foireuses, les faits parlent d'eux-mêmes si besoin était pour le confirmer. Qui mieux que nos dirigeants incarnent l'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction pour avancer vers le socialisme. Il est vrai qu'il est relativement facile de se rendre compte après coup que leurs analyses ne correspondaient pas à l'évolution du capitalisme, des différentes classes, de la société, du monde, ce qui ne remet nullement en cause la validité de ce constat, ce que chacun peut vérifier quotidiennement. Ils ont sous-estimé ou négligé l'importance de tellement de facteurs qu'il ne pouvait pas en être autrement. Ils en sont restés au monde tel qu'il existait entre le milieu du XIXe siècle et le premier quart du XXe siècle, j'en ai fourni une multitude d'exemples au cours de mes causeries. Sans rire, ils ont appelé cela assurer la continuité du marxisme, avant l'heure ils ont osé...

Pour eux, l'embourgeoisement matériel et mental des masses, l'évolution exponentielle de la démographie mondiale, la possibilité de fabriquer de la monnaie sans contrepartie, la création de nouvelles représentations idéologiques (Bilderberg, CFR, Commission trilatérale, ONG, réseaux numériques dits sociaux, etc.), ces quatre facteurs n'ont eu aucune influence sur l'orientation de la société ou du monde ou seulement insignifiante. C'est aberrant, incroyable, mais vrai, hélas !

Quand ils entendent parler de "ni droite ni gauche", ils s'insurgent, ils n'y comprennent rien, allez leur dire que cela signifiait ni socialisme ni capitalisme, mais totalitarisme. C'est le même procédé auquel recourent les idéologues de l'oligarchie pour dresser toutes les couches de la société les unes contre les autres. Il consiste à opposer le particulier au général, l'exception à la règle pour mieux imposer à toute la société leur interprétation qui ne tient pas compte de ces rapports. En soi, peu importe que cette interprétation n'ait aucune valeur, qu'elle soit aberrante, qu'elle ne puisse se prévaloir d'aucune légitimité, car le seul fait d'avoir été conçue ou énoncée lui suffit, tient lieu de vérité qu'ils s'emploient ensuite à incruster profondément dans les cerveaux par mille canaux, dont les médias.

La liaison entre l'aristocratie ouvrière et l'aristocratie financière, la financiarisation de l'économie, l'exportation massive de capitaux, la division internationale du travail, la multiplication des institutions supranationales, les guerres impérialistes et la militarisation de la société, la soumission totale des médias au pouvoir, absolument tous ces facteurs, leurs rapports et leur

orientation étaient connus depuis le début du XXe siècle ou nous y ramèment, comment peut-on avoir l'aplomb de vouloir nous faire croire qu'on serait en présence de tendances ou de développements récents, alors que les faits prouvent le contraire ? Deux exemples, la Fed (1913) et la question palestinienne (1918, déclaration de Balfour).

Manifestation nazie à Sofia - Réseau Voltaire 20 février 2018

Alors que l'Union européenne est présidée ce semestre par la Bulgarie, une marche nazie aux flambeaux s'est tenue à Sofia, le 17 février 2018, avec la participation d'un parti membre de l'actuel gouvernement.

Déjà l'année dernière, le vice-ministre du Développement régional, Pavel Tenev, avait été conduit à la démission après la publication d'une photo de vacances où il posait faisant le salut romain devant des statues de cire d'officiers de la Gestapo. Puis, ce fut un haut responsable du ministère de la Défense, Ivo Antonov, qui démissionna après la publication d'une photo où il posait faisant le salut romain devant un char allemand de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ce fut, Plamen Ouzounov, le conseiller sur les questions de sécurité du président socialiste Roumen Radev, qui démissionna pour une photo où on le voyait jouant à Adolf Hitler.

Comme chaque année depuis 10 ans, la manifestation du 17 février célébrait la mémoire du général Hristo Lukov, promoteur de l'antisémitisme et collaborateur des nazis. Elle était soutenue par l'Union des patriotes, un parti membre de la coalition gouvernementale.

Le Premier ministre, Boïko Borissov, est le parrain d'un des deux principaux clans mafieux du pays. Il représente la Bulgarie au Conseil européen qu'il préside pour le premier semestre 2018. Il a organisé un important trafic de drogues et d'armes en soutien à Al-Qaïda et à Daesh en Syrie [1].

Le gouvernement allemand n'a pas réagit à la manifestation nazie du 17 février. En effet, Berlin connaît depuis longtemps Boïko Borissov et le fait chanter. Il se plie à toutes ses demandes au Conseil européen. Rappelons que le haut-fonctionnaire qui préside l'administration du Conseil européen, Donald Tusk, est quant à lui un ami d'enfance de la chancelière Angela Merkel.

L'Union européenne affirme avoir été créée pour lutter contre le nazisme et garantir la paix.

Des partis nazis sont membres des gouvernements en Lettonie [2], en Ukraine [3] et en Bulgarie. Tous ont été organisés par des nazis historiques récupérés par les réseaux Stay-Behind de la CIA et de l'Otan pour lutter contre l'URSS. Ils ont bénéficié de la protection des États-Unis, et parfois de l'Allemagne, durant la Guerre froide. Réseau Voltaire 20 février 2018

Notes.

[1] « Comment la Bulgarie a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 janvier 2016.

[2] « La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mars 2005.

[3] « Qui sont les nazis au sein du gouvernement ukrainien ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mars 2014.

Le projet de l'UE : Atteindre les objectifs des nazis en confisquant tous les pouvoirs légalement par le biais des moyens fournis par les différentes institutions nationales en faisant en sorte que leur pouvoir ne puisse pas être contesté, ou au besoin en recourant à un coup de force fasciste si la situation le permettait. Voilà la véritable nature de l'UE que seuls des partis de droite ou d'extrême droite peuvent soutenir. Et ceux qui s'y refusent ? Certains se sont déjà reniés, par exemple le FN ou le Mouvement 5 étoiles en Italie. C'est une simple posture rhétorique ou ils croient pouvoir atteindre les mêmes objectifs par eux-mêmes...

Le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, Marx avait raison, mais il fallait préciser que si ce n'était pas les masses exploitées qui allaient se charger de le faire disparaître en imposant le socialisme, les capitalistes s'en chargeraient eux-mêmes de façon à perpétuer indéfiniment le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme en recourant à un régime totalitaire que devait incarner le néolibéralisme et sa philosophie nihiliste, ce qui ne pouvait se réaliser qu'une fois dévoyée ou neutralisée la lutte de classes après avoir anéanti tout espoir de changer la société.

L'appréciation que l'on porte sur la société en affirmant qu'elle serait meilleure ou pire qu'autrefois, dépend en très grande partie des vertus trompeuses dont on a tendance à la parer en fonction de notre statut social, davantage que la conscience de son fonctionnement qu'on en aurait qui manifestement était défectueux, ce qu'on refuse toujours d'admettre.

Pourquoi ont-ils mis en avant le concept de "fake news" ou fausses nouvelles ? Signalons au passage qu'il est aussi vieux que le monde. Il semble avoir été conçu pour détourner l'attention d'une autre réalité

- ... substituer leur idéologie à la réalité...
- ...recourir aux no news, aux faits censurés ou autocensurés, au non-dit, ils amputent la réalité...
- ...se focaliser sur une histoire plutôt que s'intéresser à des faits.....

Ils prétendent détenir la vérité, mais ils sont fâchés avec les faits quand ils contredisent leur version de la réalité à partir de laquelle ils entendent nous imposer leur politique

QUI NE DIT RIEN CONSENT.

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. » [Albert Einstein.]

« Plus une société s'éloigne de la vérité, plus elle hait ceux qui la disent. » [George Orwell.]

Pourquoi la réaction se déchaîne-t-elle ? Pourquoi est-elle si décomplexée ? Pourquoi peut-elle dire tout et son contraire ?

Tout le monde cherche avidement à comprendre ce qui se passe réellement et personne n'y parvient. Pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de réponses satisfaisantes aux questions que la situation nous impose dans le cadre de la survie du régime capitaliste. Pour avoir abandonné la seule alternative possible au capitalisme, le socialisme, on se condamne à l'impuissance.

Si l'on s'en tient à l'orientation actuelle du monde, l'avenir de l'homme est sombre et celui de l'humanité sordide. Cela ne suffit manifestement pas à faire réagir les lecteurs.

Quand on est en présence de gens qui ont développé la faculté de réfléchir et qui malgré tout refusent de l'utiliser, il est inutile d'insister ou d'en attendre quelque chose.

Ils partagent la responsabilité de l'état actuel de la société ou ils ont le sort qu'ils méritent, ce qui ne devrait pas leur causer un cas de conscience insurmontable puisque finalement ils s'en accommodent fort bien.

Les bonnes intentions, les expériences passées, les connaissances acquises n'ont jamais été des gages de lucidité ou de perspicacité, de discernement suffisant. Quand on n'a pas développé à un haut degré la logique ou la dialectique, on est conduit invariablement à se satisfaire de lieux communs ou de constats superficiels en guise d'éléments pour interpréter la situation. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que c'est le seul moyen de développer un esprit critique ou suffisamment libre pour mener à son terme une analyse, sans cet instrument comment pourrions-nous y parvenir ? C'est logique, non ?

On pourrait se demander si nous ne serions pas à contre-courant en période de réaction sur toute la ligne, ceci expliquerait cela ? En voilà une question qui en arrangerait plus d'un. Si on devait la prendre au sérieux, il faudrait considérer que cette période de réaction sur toute la ligne dure depuis si longtemps qu'il y aurait tout lieu d'estimer qu'elle pourrait durer indéfiniment, de telle sorte que le socialisme serait renvoyé aux calendes grecques ou que le sort de cette utopie serait définitivement scellé, de sorte que nous n'aurions plus qu'à nous accommoder du régime en place. Car si nous avons été impuissants à la combattre efficacement au cours des décennies antérieures, on ne voit pas pourquoi soudainement il pourrait en être autrement aujourd'hui ou demain, surtout, et c'est là l'essentiel, en soutenant que nous (nos dirigeants) n'avons pas failli en analysant l'évolution du capitalisme et de la société. C'est justement ce que j'ai contesté.

Car de deux choses l'une : Soit une période de réaction sur toute la ligne peut s'installer durablement, pendant des décennies ou près d'un siècle, au point qu'elle semble pouvoir durer indéfiniment, auquel cas toute perspective de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou tout combat politique pour changer un jour la société serait vain ou voué d'avance à l'échec, soit elle comportait des failles que nous n'avons pas su détecter et exploiter pour la fragiliser (la réaction), ce qui a permis aux représentations idéologiques qui servaient de piliers au régime de remplir leurs rôles tout en pourrissant le mouvement ouvrier et en neutralisant la lutte de classe, de telle manière que la situation apparaisse inextricable au possible ou sans issue politique, alors que l'évolution de la crise du capitalisme renfermait potentiellement tous les ingrédients nécessaires pour briser tous les obstacles qui servaient de remparts au régime et renouer avec le socialisme.

L'opportunisme qui avait envahi le mouvement ouvrier était incompatible avec la prise de conscience qu'il fallait le refonder au lieu de vouloir le réformer ou le rafistoler. La faillite et la décadence du capitalisme ont entraîné celles du mouvement ouvrier.

Le néolibéralisme est à la fois un produit du capitalisme et sa négation, en lui substituant un système mafieux régi par ses propres lois, qui a créé ses propres représentations idéologiques tout en vampirisant ou en contrôlant les institutions existantes qui fonctionnaient au service du

capitalisme. On en arrive à une situation où il n'existe plus d'opposition, c'est orwélien, la marche en avant vers le totalitarisme est enclenchée.

Serions-nous inévitablement conduit à l'impuissance en présence d'une telle situation ?

On a détecté plusieurs problèmes qui peuvent expliquer pourquoi et comment nous en sommes arrivés là.

Au lieu de s'en tenir aux faits, on a privilégié l'idéologie, la propagande qui devait tomber fatalement dans l'oreille de sourds, de personnes hermétiquement fermées à tout questionnement, ou des personnes pour lesquelles le discours que nous leur tenions correspondait à la réalité qu'elles vivaient au quotidien, auquel cas il ne leur apportait rien.

Ce qui nous intéresse, c'est la manière dont les travailleurs interprètent leur condition, leurs rapports au capitalisme et aux institutions, à l'ensemble des représentations idéologiques qui oeuvrent au côté du régime.

Si vous attendez que le capitalisme s'effondre ou une guerre, vous pouvez attendre indéfiniment.

Question : Pourquoi personne ne le dit ?

Parce que cela est incompatible avec les analyses ou les théories foireuses que les uns et les autres ont échafaudées ou qui du coup s'effondreraient.

Où mène un tel déni de la réalité ? Devinez.

Vous avez la réponse quotidiennement sous les yeux. Mais vous refusez obstinément de l'admettre, parce que cela remettrait en cause vos certitudes pétries de principes ou de formules magiques élevées au rang de dogmes, qui pour vous ont valeur de vérité absolue au point de vous identifier avec elle.

Nous ne sommes plus très loin du temps où toute la population, et non plus seulement quelques individus particulièrement intelligents, réalisera consciemment l'invivabilité de la société actuelle. Qu'advient-il ensuite ? Consultez M. Malraux. La révolution qui s'ensuivra ne sera pas communiste — il n'y aura aucun besoin d'une telle révolution, comme je l'ai expliqué, en outre personne ne croira en une amélioration de l'humanité ou en quoi que ce soit d'autre d'ailleurs. Il s'agira d'une révolution nihiliste. La destruction pour la destruction. La haine, la haine universelle, et donc une démolition sans but, complète et minutieuse de tout ce qui existe. Et l'augmentation des salaires, en accélérant l'expansion de la mécanisation universelle (la machinerie est coûteuse), ne fera qu'accélérer l'avènement de cette grande orgie de nihilisme universel. Plus nous nous enrichissons, plus nous nous civilisons matériellement, plus cela adviendra vite. Tout ce que l'on peut espérer, c'est que cela n'arrive pas de notre vivant. Révolutions par Aldous Huxley, 1929.

Ce à quoi on assiste :

**EN MARCHÉ VERS LE TOTALITARISME
IMPOSTURE PERMANENTE**

SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE
MENSONGE ÉHONTÉ
DÉLATION
PHILOSOPHIE NIHILISTE
JUGEMENT RÉTROACTIVE
BOMBARDEMENT PRÉVENTIF
GANGSTÉRISME FINANCIER
BARBARIE

Décrit par Huxley

LA GUERRE C'EST LA PAIX
LA LIBERTÉ C'EST L'ESCLAVAGE
L'IGNORANCE C'EST LA FORCE
MINISTÈRE DE LA VÉRITÉ
POLICE DE LA PENSÉE
NIHILISME ET CRUAUTÉ

Le passé est mort, le futur inimaginable
Contrôle de la Réalité ou l'âge de la double pensée,

- ...Winston laissa tomber ses bras et remplit lentement d'air ses poumons. Son esprit s'échappa vers le labyrinthe de la double-pensée. Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Le passé (...) n'avait pas été seulement modifié, il avait été bel et bien détruit.

L'Histoire tout entière était un palimpseste gratté et réécrit aussi souvent que c'était nécessaire. Le changement effectué, il n'aurait été possible en aucun cas de prouver qu'il y avait eu falsification.

...les Deux Minutes de la Haine.

Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience.

Le Parti essayait de tuer l'instinct sexuel ou, s'il ne pouvait le tuer, de le dénaturer et de le salir.

(les prolétaires de l'esclavage.) Ils ne se révolteront que lorsqu'ils seront devenus conscients et ils ne pourront devenir conscients qu'après s'être révoltés.

L'idée lui vint que la vraie caractéristique de la vie moderne était, non pas sa cruauté, son insécurité, mais simplement son aspect nu, terne, soumis.

Le passé était raturé, la rature oubliée et le mensonge devenait vérité.

Le passé, non seulement changeait, mais changeait continuellement.

S'il y avait quelqu'un au monde capable de faire un exposé exact des conditions de vie dans la première partie du siècle, ce ne pouvait être qu'un prolétaire. Fin des extraits.

On connaissait le procédé despotique qui consistait à emprisonner arbitrairement quelqu'un pour une durée indéterminée, sans que la personne détenue n'ait été informée des faits qu'on l'accusait d'avoir commis, en lui refusant l'assistance d'un avocat et sans qu'elle soit traduite devant un tribunal, de telle sorte qu'elle ne puisse pas se défendre ou faire prévaloir le principe de la présomption d'innocence. Sa culpabilité purement idéologique ayant été décrétée par le législateur ou le régime tyrannique sans autre forme de procès, se substituait à la recherche de la vérité et avait valeur de droit, de loi, intangible, incontestable, implacable.

Cette loi est en vigueur aux Etats-Unis depuis 2001, elle est également appliquée en Israël notamment.

Ce procédé despotique est donc légal. Il a été adopté par de nombreux pays qui l'ont adapté à leur législation liberticide, dont la France, où la présomption de culpabilité prédomine dans un certain nombre de cas qui ne demande qu'à s'étendre à l'infini. Essayez donc de contester une décision inique de la Caf (Caisse d'allocation familiale)...

On connaissait le procédé qui consistait à adopter une loi et à l'appliquer rétrospectivement, par exemple, adopter en février 2018 une nouvelle taxe dont le calcul serait basé sur les revenus perçus depuis 2013, et donc applicable à la période allant de 2013 à 2017.

Ce genre de procédé despotique est employé aux Etats-Unis depuis des décennies, Aaron Russo y fit allusion en 2007 dans un entretien consacré à son ami Nick Rockefeller (vidéo disponible dans le portail).

Tout cela paraît incroyable, n'est-ce pas, et pourtant tout le monde ou presque s'est adapté à cette société totalitaire.

La preuve, ils en sont à juger de manière aussi arbitraire des idées ou des actes commis des années ou des décennies antérieures et à lyncher sur la place publique leurs auteurs en employant exactement le même procédé. Ces idées ou ces actes commis dans le passé et qui étaient conformes à la législation en vigueur ou aux idées communément admises par la société à une certaine époque, qui pouvaient correspondre à des préjugés largement partagés sans qu'ils fassent l'objet de poursuites judiciaires, à vrai dire ils étaient même encouragés par le législateur ou ceux qui détenaient le pouvoir politique, sont aujourd'hui caractérisés de délits susceptibles d'être réprimés à partir de nouveaux critères qui leur sont imposés.

Autrement dit, ils ne jugent plus le passé à partir des rapports qui existaient dans la société à un moment donné, mais sur la base de critères qu'ils ont sélectionné de nos jours et qui correspondent aux rapports qu'ils voudraient imposer à l'ensemble de la société, sans que celle-ci ne connaisse une évolution qui lui permettrait de les assumer, ce qui devrait se traduire par leur violation puisqu'ils ne sont pas applicables et la répression de leurs auteurs.

Ils instaurent le règne de la terreur permanente depuis Washington et les monarchies européennes.

Bien entendu ils ne sélectionnent que certains éléments ou facteurs, rapports. Ils réécrivent l'histoire en somme, ce sont des faussaires, des escrocs. Qui ? Les faux monnayeurs et leurs

idéologues, leurs représentants, les menteurs professionnels ou propagandistes de fausses nouvelles (fake news), ce sont les mêmes.

Ils substituent leur idéologie à la réalité. Ils peuvent agir ainsi d'autant plus effrontément et impunément qu'ils ne sont pas les seuls à employer ce procédé. Tous les partis dits ouvriers sont logés à la même enseigne ou le pratiquent depuis des lustres, en fournissant des analyses qui avaient davantage un contenu idéologique en reposant sur des principes pour justifier une orientation politique, tandis qu'une partie des faits passaient à la trappe ou étaient délibérément tronqués. C'est d'ailleurs leur principal problème, apparemment insurmontable.

- Le porte-parole de LREM démissionne après une polémique - Reuters 9 janvier 2018

Le jeune homme a grandi à Montreuil en Seine-Saint-Denis où ses parents algériens ont émigré, comme le rapporte le journal allemand Die Zeit qui lui consacre un portrait en 2016, en tant que modèle d'ascension sociale d'un jeune issu de l'immigration ayant accédé à la haute fonction publique. « Il a tendance à surjouer cette image du mec de ZEP qui a galéré », juge un ancien étudiant qui l'a côtoyé.

Pour compléter le tableau, il faut préciser que la mère de Rayan Nezzar est médecin et qu'après avoir fait sa primaire dans une école publique (classée ZEP) du XXe arrondissement de Paris, cet écolier déjà brillant a été inscrit dans un collège privé catholique du centre de la capitale. Il a obtenu son Bac S à 15 ans, rapporte Sud-Ouest.

Fan de foot, il est aussi passionné de jeux vidéo dès l'adolescence. Il a ainsi développé un jeu vidéo en parallèle de ses études. Il a d'abord étudié le droit à la fac, avant d'intégrer Sciences-Po Paris, puis l'ENA. Enarque de la promotion « Winston Churchill » (2014-2015), il est affecté à Bercy à sa sortie de la prestigieuse école. Il y travaille au sein du bureau de la solidarité et de l'insertion. En parallèle, il enseigne l'économie à l'université Paris-Dauphine et collabore avec la Fondation Jean-Jaurès.

Les tweets injurieux exhumés par Buzzfeed, captures d'écran à l'appui, ont été publiés par Rayan Nezzar au cours des années 2012 et 2013, lorsqu'il était étudiant à l'ENA et qu'il faisait ses premières armes politiques au PS, dans la section du XXe arrondissement de Paris. « Il est extrêmement ambitieux », se souvient un militant socialiste.

- Présidentielle : la Fondation Jean-Jaurès vote Macron - Le Parisien

www.leparisien.fr/.../presidentielle-la-fondation-jean-jaures-vote-macron-03-05-2017-6..

La fondation Jean-Jaurès un think tank néoconservateur sous l'étiquette du PS.

wikipedia.org - La fondation Jean-Jaurès est une fondation politique française proche du Parti socialiste...

La fondation Jean-Jaurès consacre la moitié de ses moyens à la coopération internationale, dont l'objectif est de favoriser l'émergence ou la consolidation de la démocratie dans le monde.

La fondation est présidée par Henri Nallet (PS) depuis 2013, ministre de la Justice du 2 octobre 1990 à avril 1992... tandis que Gilles Finchelstein en est le directeur général depuis 2000. Entre 2009 et 2013, Henri Nallet exerce la fonction de consultant auprès du groupe Servier (Mediator) « pour un revenu annuel de 812 000 € ». Gilles Finchelstein est membre depuis 2008 du club Le

Siècle. Il est l'auteur, avec Matthieu Pigasse, du livre *Le monde d'après, une crise sans précédent*, paru chez Plon en 2009...

En 2014, la fondation Jean-Jaurès fonde un observatoire des radicalités politiques, dirigé par Jean-Yves Camus et auquel participent des journalistes, historiens et sociologues, tels Rudy Reichstadt, Nicolas Lebourg, Joël Gombin ou Sylvain Crépon. Ces membres nient toute orientation partisane.

En mai 2016, la fondation s'exprime en faveur de l'idée, déjà débattue, d'un revenu universel de base de 750 euros par mois.

Outre les dons et legs des particuliers, elle fait appel au mécénat des entreprises et tire ses sources de financement du gouvernement (services généraux du Premier ministre), du Parlement (Sénat et Assemblée nationale) et de subventions octroyées par différents ministères sur des projets spécifiques (Culture, Affaires étrangères, Éducation nationale par exemple).

Selon les propres informations de la fondation, son budget global en 2010 s'élevait à 2 100 000 € dont 80 % provenant de différents services et ministères de l'État et 2 % des groupes socialistes du Parlement et du Sénat.

Liens internes (2 organisations liées à la CIA. - LVOG) :

- National Democratic Institute for International Affairs (États-Unis)
- National Endowment for Democracy (États-Unis) wikipedia.org

Qui dirige LRM, qui gouverne le pays ? La réponse.

- Il faut virer le soldat Rayan - LeParisien.fr

La République en marche peut-elle garder comme porte-parole Rayan Nezzar ?

Clonage avant que la bête meurt.

- Le PS est en "état de mort clinique", mais "la gauche ne meurt jamais" - AFP

L'ex-chef de file des "frondeurs", Christian Paul, juge le PS "en état de mort clinique", mais considère dans le JDD que "l'urgence est de donner idées et visages à la prochaine gauche" plutôt qu'à un congrès de "survie".

Disant approuver la décision de Najat Vallaud-Belkacem de ne pas se porter candidate à la direction du parti, l'ancien député de la Nièvre juge qu'elle "a compris que l'avenir de la France et de la gauche ne se jouerait pas dans les boutiques obscures du Parti socialiste. Elle a raison. Le PS, en état de coma clinique, est devenu une machine à broyer les idées, les femmes et les hommes".

"Mais elle ne jette pas l'éponge?: elle pense, et moi aussi, que l'essentiel se passera ailleurs et autrement", ajoute-t-il, pronostiquant que "la prochaine gauche s'inventera en grande partie en dehors des appareils d'aujourd'hui", ce qui "n'empêche pas que demeurent au PS des militants et des personnalités remarquables". AFP 7 janvier 2018

Ce qu'ils appellent "la prochaine gauche" existe déjà avec Générations, La Nouvelle Donne, LFI, etc...

L'homme est vulnérable et par conséquent corruptible, et ceux qui le sont le plus sont ceux qui justement croient l'être le moins, en premier lieu tous ces militants bourrés de certitudes qui derrière leur fausse modestie ont développé un puissant complexe de supériorité qui les aveugle.

Ils prêtent aux travailleurs un état de conscience qui ne correspond pas à la réalité. Le leur. Cette projection ou identification va donner lieu à toutes sortes d'interprétations erronées et d'illusions qui seront ensuite théorisées par d'habiles imposteurs. Ils vont s'adresser aux travailleurs, afin de leur faire prendre conscience de ce qu'ils savent déjà, autrement dit, ils ne serviront strictement à rien ou démontreront juste qu'ils en sont au même point ou ne peuvent rien leur apporter. Quel intérêt y aurait-il à porter la moindre attention à des militants et des partis qui finalement ne vous apportent rien et même bien moins que ce qu'ils peuvent trouver ailleurs ?

La plupart des militants évoluent dans des bulles et développent un état d'esprit de secte. Quand ils disent qu'ils s'expriment au nom des travailleurs, en fait ils les ignorent parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils pensent ou plutôt comment ou pourquoi ils le pensent. Peu importe, cela ne les intéresse pas, ils penseront à leur place.

Sans même s'en apercevoir ils ont adopté le statut du parvenu qui se prend pour ce qu'il n'est pas. Il est bien connu que la plupart des hommes cultivent ce travers. Ils le doivent au processus inconscient qui a accompagné la formation de leur personnalité et qui était destiné à les protéger des agressions du monde extérieur ou de la concurrence que se livrent les hommes pour survivre. Pour eux, la psychologie, qui est un des aspects primordiaux de la nature humaine, ne présente aucun intérêt et doit demeurer un mystère, à défaut de l'étudier pour mieux la maîtriser, ils la traitent avec mépris. En adoptant cette position du haut de leur chaire professorale qui en réalité n'est pas plus haute que la cuvette de leur cabinet d'aisance, ils décrètent que l'un des deux volets (social et psychologique) à l'origine du développement de la personnalité humaine doit être négligé, laissant ainsi le soin à nos ennemis de le manipuler à leur guise, non sans un certain succès.

C'est là qu'on s'aperçoit que généralement le militant n'est pas très évolué en somme. Si peu qu'il n'a même pas conscience de lui-même, ce qui est révélateur, c'est un piètre observateur, il n'apprend rien sur lui-même à travers le comportement des autres, il se situe au-dessus, il vaut tellement mieux. Qu'il nous soit permis d'en douter.

Puisque mes lecteurs ne souhaitent pas se faire connaître, j'en conclus qu'ils n'ont pas vraiment la conscience tranquille ou que ce sont des lâches ou ceci explique cela. Je rappelle que certains me l'ont écrit eux-mêmes. Ils ont apparemment confondu concession et compromission. Je regrette que ce portail n'ait pas pu être accessible aux travailleurs en général, car il n'est référencé nulle part.

Je vous laisse en compagnie des diseuses de bonnes aventures qui prétendent qu'il existerait des syndicats et des partis ouvriers indépendants, alors qu'en réalité les deux restent à imaginer et à construire, dans l'état actuel des choses, ils n'existent pas. Peut-être que parce qu'on n'est jamais parvenu à imaginer qu'il fallait construire un nouveau syndicat, nous ne sommes pas parvenus à construire un nouveau parti. Nous en aurions eu la possibilité, mais nos dirigeants l'ont laissé passer, vous savez tous pourquoi, et maintenant que les conditions sont plus difficiles, ils vont vous sortir que c'est impossible et qu'ils n'y sont pour rien évidemment, vous avez compris la manoeuvre, bref, ils ont raison ou les faits leur donnent toujours raison, franchement comment pourrait-il en être autrement.

On comprend aussi pourquoi ils regrettent que le PS et le PCF soient à l'agonie, et ce n'est pas faute d'avoir tout fait pour tenter de les sauver. Même cela ne mettra pas la puce à l'oreille des militants, ils sont trop corrompus pour en avoir profité et être parvenus tranquillement à la retraite pour un grand nombre d'entre eux. Ces nantis sont nostalgiques des années 50 à 80, mon enfance, ma jeunesse source de toutes les humiliations et de grande pauvreté, et de guerres, famines, etc., quelle crasse et sordide ignorance, voilà de quoi est fait le gratin du mouvement ouvrier, son avant-garde, il faut les refonder ! Ils ont progressé de l'individualisme collectif au corporatisme internationaliste.

En principe, les dirigeants d'un parti ouvrier analysent la situation et tous les rapports qui existent entre les principaux facteurs, ce qui permet de déterminer les lignes de force qui se dégagent, à partir desquelles ils vont définir un axe d'intervention politique dans la lutte des classes et se fixer des objectifs et des tâches pour les atteindre, enfin l'ensemble va constituer une orientation ou une ligne politique cohérente permettant de construire le parti et aider de larges couches de travailleurs à élever leur niveau de conscience politique.

Tout cela doit très précis, minutieusement élaboré et ne rien laisser au hasard.

Et que nous dit-on régulièrement, aux questions que les travailleurs se posent ou plutôt devraient se poser, "il n'y a pas de réponses toutes faites", alors de deux choses l'une, soit on ne croit pas un mot de ce qu'on dit, soit on ne sait pas quoi penser, et dans les deux cas la moindre des choses c'est de le dire ou de la fermer !

Une illustration, les travailleurs feraient preuve d'une "résistance sans faille", grotesque, si tel était le cas ils n'auraient jamais laissé passer autant de mesures ou lois scélérates synonymes de régression sociale. En fait ils disposent toujours de moyens pour la compenser, ils sont solidement attelés au capitalisme, mais cela on ne vous le dira pas.

Mais rien n'est perdu, "l'unité de leurs organisations (...) emportera tous les obstacles", alors qu'en réalité la nature de ces organisations, par leur composition et leur direction, leur fonctionnement constituent un obstacle à tout pas en avant vers le socialisme...

Extrait de la causerie du 10 janvier que je n'ai pas publiée.

Le mot du jour : Abus de pouvoir.

Macron est le produit d'un coup de force, d'un coup d'Etat à froid, d'un abus de pouvoir qu'il s'emploie dorénavant à exercer en faisant des émules parmi toutes les couches de la société qu'il instrumentalise, particulièrement chez celles des petits bourgeois dévorés d'ambition, qui pire que leur maître à penser, se transforment en misérables despotes dès lors que l'occasion leur est donnée pour imposer leur mode de pensée en recourant à des moyens détestables tels que la délation ou la dénonciation ce qui revient au même.

Leurs procédés sont misérables, ignobles, sordides et illustrent qu'ils n'ont pas plus de scrupules ou de morale que ceux qu'ils clouent au pilori, en réalité ils partagent les mêmes. Cette vermine qui dénonce certains aspects de la société appartient aux classes privilégiées qui s'en étaient très bien accommodées jusqu'à présent...

Ils se font le relais infâme de la chasse à l'homme lancée par l'oligarchie contre toutes les classes et couches de la société, hormis celles qui servent fidèlement et avec zèle ses intérêts. Le capitalisme pourrissant, à défaut de disparaître attise la haine entre les différentes couches de la société dont les rapports sont calqués sur ceux du capitalisme entre dominant et dominé. Au lieu

de s'en prendre à la source de ces rapports, au capitalisme, les lâches préfèrent dénoncer en meute des individus isolés qui possédaient un statut social supérieur aux leurs mais pas forcément, puisque dans leur aveuglement hystérique ils entendent s'attaquer aux préjugés de l'immense masse de la population, de la majorité, qui fut encouragée à les adopter par les tenants du capitalisme.

Le lynchage auquel ils se livrent relève de la tyrannie, dans la mesure où ils bafouent la présomption d'innocence et piétinent le droit de la défense.

Les femmes qui adoptent ce comportement détestable, ne trouvent rien à redire à se prostituer avec le capitalisme, dès lors que cela leur permet d'embellir leur carrière professionnelle ou de faire parler d'elles. Ce sont les pires et les plus dangereuses car elles jouent sur tous les tableaux à la fois, elles ne visent pas une égalité impossible à réaliser entre les sexes, mais uniquement le pouvoir d'exercer leur domination. Qu'elles soient souvent issues du PS ou qu'elles se prétendent de gauche n'a rien d'étonnant, cela introduit juste un élément supplémentaire de confusion chez ceux qui ne les avaient pas caractérisés de droite, en passant, vous voyez quel intérêt il y avait à le faire depuis longtemps.

Leur procédé présente bien des similarités avec celui employé pour faire la chasse aux fausses informations et la finalité est la même : faire taire, faire disparaître tous ceux qui s'opposent au néolibéralisme, à la politique du gouvernement, faire en sorte que quelque soit votre statut social vous adoptiez de gré ou de force, sans broncher, les idées et le comportement qu'on vous dicte, quitte à ne vous laisser plus aucune liberté. Ce sont bien deux campagnes liberticides qui se combinent sous nos yeux.

Bien entendu, il n'est plus question de liberté d'expression, au nom du droit à la différence qui est ainsi piétiné, c'est la raison pour laquelle on peut affirmer tranquillement qu'ils se moquent éperdument de l'un et de l'autre.

- Fake news et complotisme : comment l'état nous manipule par Philippe Alain - legrandsoir.info 10 janvier 2018

En résumé : le 4 janvier, Macron annonce une nouvelle forme de censure contre les médias ; les jours suivants, le porte-parole va expliquer sur les plateaux que c'est indispensable pour se protéger, par exemple des groupes terroristes et le 7 janvier, une officine de propagande financée par l'Etat nous pond une étude qui démontre que nous sommes tous atteints de complotisme aigu et que, par conséquent, une cure de désintoxication s'impose. Diffusée en boucle par tous les médias, cette "étude" vient clore le débat et faire taire tous ceux qui s'étaient pourtant offusqués quelques jours plus tôt de l'annonce d'une nouvelle mesure liberticide.

Voilà un parfait exemple de manipulation de l'opinion publique par l'Etat lui-même. Jamais personne n'aura autant de moyens médiatiques, humains, financiers et politiques permettant de réussir de telles manipulations.

Une conspiration mondiale contre la démocratie

- Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA - legrandsoir.info 9 janvier 2018

« Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui, la CIA le faisait clandestinement il y a vingt-cinq ans [1]. » L'homme dont le Washington Post rapporte le surprenant aveu, le 22 septembre 1991, s'appelle Allen Weinstein. Historien, il a été le premier président de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie), une association

américaine à but non lucratif aux objectifs particulièrement vertueux : promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. C'est pourtant d'elle qu'il parle dans sa déclaration. (...)

...l'American Political Foundation (APF) voit le jour en 1979, coalition des partis démocrate et républicain, de dirigeants syndicalistes et de patrons, d'universitaires conservateurs et d'institutions liées aux affaires étrangères. Le modèle est importé d'Allemagne de l'Ouest, où les fondations des quatre principaux partis [5] – connues sous le nom de Stiftung – sont, depuis l'après-guerre, financées par leur gouvernement, comme instruments de la guerre froide. En particulier la Fondation Konrad Adenauer, liée au parti chrétien-démocrate (CDU).

Le 14 janvier 1983, le président Ronald Reagan signe la directive secrète NSDD-77. Il y ordonne de mettre en place ce qu'il a annoncé dans un discours devant le Parlement britannique, le 8 juin 1982 : une « infrastructure » pour « mieux contribuer à la campagne globale pour la démocratie [6] ». La directive signale qu'il faudra pour cela « coordonner de manière étroite les efforts effectués en politique étrangère – diplomatiques, économiques, militaires – et se mettre en relation serrée avec les secteurs suivants de la société américaine : travail, affaires, universités, philanthropie, partis politiques, presse (...) ». (...)

Ainsi, le 23 novembre 1983, une loi entérine la création de la NED. (...)

Quatre organisations constituent le socle de la NED et sont responsables de sa gestion. Le Free Trade Union Institute (FTUI) – branche de la centrale syndicale AFL-CIO, qui prend ensuite le nom d'American Center for International Labor Solidarity (Acils) – existait déjà avant la NED. Les trois autres sont créées ad hoc : le Center for International Private Enterprise (CIPE) de la chambre de commerce, l'International Republican Institute (IRI), du Parti républicain, et le National Democratic Institute (NDI), du Parti démocrate. (...)

Le talent qu'a la NED pour canaliser les fonds, créer des organisations non gouvernementales (ONG), mettre sur pied des manipulations électorales et des campagnes d'intoxication médiatique, doit beaucoup à la grande expérience de la CIA, de la branche du département d'Etat chargée de la coopération (Usaid) et de nombreuses personnalités de l'« élite » conservatrice liée à la politique étrangère des Etats-Unis [12]. Mis à part les moyens terroristes, le gouvernement Reagan utilisera les mêmes méthodes dans les pays d'Europe de l'Est, « croisade non gouvernementale pour les droits de l'homme et la démocratie, d'autant moins impérialiste qu'elle est censée répondre directement aux besoins des dissidents et des réformateurs du monde entier [13] ». Dans ces pays du « socialisme réel », la distance entre gouvernants et gouvernés facilite la tâche de la NED et de son réseau d'organisations, qui fabriquent des milliers de « dissidents » grâce aux dollars et à la publicité. Une fois le changement obtenu, la plupart d'entre eux, ainsi que leurs organisations en tout genre, disparaissent, sans gloire, de la circulation.

Instrument de la guerre globale

Devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) en septembre 1989, le président George Bush père affirmait que le défi du « monde libre » était de consolider les « fondations de la liberté ». L'année précédente, le Parlement canadien, encouragé par Washington, avait créé une fondation semblable à la NED, portant le nom de Rights & Democracy. En 1992, sur le même modèle, le Parlement britannique a officialisé la Westminster Foundation for Democracy (WFD). Puis vient le tour de la Suède avec le Swedish International Liberal Centre, des Pays-Bas – Fondation Alfred Mozer – et de la France – Fondation Robert Schuman et Fondation Jean Jaurès (liée au Parti socialiste). Le réseau de fondations de la NED prend forme.

C'est dans ce cadre qu'a été créée la Democracy Projects Database, qui coordonne quelque six mille projets d'ONG dans le monde. La NED est aussi le coeur du Network of Democracy Research Institutes [19], auquel participent « des institutions indépendantes liées à des partis

politiques, des universités, des syndicats et des mouvements pour la démocratie et les droits humains ». Son objectif est de faciliter le contact « entre les érudits et les militants de la démocratie ». D'autre part, la NED héberge le secrétariat du Center for International Media Assistance, « un projet qui se propose de réunir un certain nombre d'experts en médias avec l'objectif de renforcer le soutien à la presse libre et indépendante dans le monde [20] ».

Sur le site Internet officiel du département d'Etat, M. Gershman déclare que toutes ces fondations, personnes et organisations convergent vers la « création d'un mouvement mondial pro-démocratie ». Un « réseau de réseaux » dont la NED constitue le centre. D'autres fondations se sont ralliées à ce projet – la Friedrich-Ebert-Stiftung d'Allemagne, l'Olof Palmes Internationella Center, de Suède, le Karl Renner Institut, d'Autriche, la Fundación Pablo Iglesias, liée au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). (...)

Démocratie, élections libres, liberté d'expression... Ce que M. Blum traduit ainsi : « Tout ce qu'on a fait, c'est transférer les nombreuses activités détestables de la CIA à une nouvelle organisation dont le nom sonne bien. La création de la NED est un chef-d'oeuvre de politique, de relations publiques et de cynisme [22]. »

Financements sans frontières

« Absolument, nous recevons de l'argent de la NED, affirme M. Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF), sur le forum Internet du Nouvel Observateur, le 18 avril 2005 [23]. Et cela ne nous pose aucun problème. » De quoi mettre en doute le crédit de cette association « indépendante » qui défend la liberté d'expression grâce à ce genre de financement, sans compter ce qu'elle reçoit de l'Etat français – 11 % de son budget annuel –, de la Commission européenne – 15 % –, ainsi que de plusieurs groupes financiers propriétaires de médias et d'entreprises d'armements – montant indéterminé [24].

Au temps du ministère de la Vérité.

Il ne vous aura pas échappé qu'avec le thème des fausses nouvelles (fake news), nous sommes encore en présence d'une opération ou plutôt d'une machination planétaire orchestrée depuis Washington. Elles sont insignifiantes à côté des mensonges qui ont été employés pour préparer psychologiquement les peuples à deux guerres mondiales, puis les justifier.

Il faut distinguer les fausses informations en tant que telles, de fait réels qui font l'objet d'un traitement qui les assimile à de fausses informations tant ils sont déformés, évidemment ce ne sont pas celles-ci que les commentateurs retiennent car trop compromettantes. Que la manière dont sont présentés ou interprétés des faits réels relève de la manipulation des esprits ne les choquera pas, puisqu'ils se livrent quotidiennement à cet exercice qu'on appelle aussi désinformation.

Il n'y a pas de fumée sans feu.

Lu dans un article publié par le blog Les-Crises.fr

- "Il n'y a sans doute pas chez Emmanuel Macron de volonté de censurer ou de créer une police de la vérité journalistique. Son idée est bonne de vouloir protéger les moments de la démocratie les plus fragiles, c'est-à-dire les élections. D'accord pour mettre en place des garde-fous, mais de là à renforcer les pouvoirs de l'Etat sur l'information, c'est moins satisfaisant."

"L'éducation aux médias est un bon moyen de lutter contre les "fake news"."

Les élections, des "moments de la démocratie", il fallait oser le dire !

Le boycott est la seule éducation saine et sérieuse.

Parole d'internaute.

- À rapprocher du thème à la mode depuis quelques jours : le "complotisme" dont feraient preuve 8 français sur 10, selon un énième sondage.

Tout le monde sait que les sondages sont là non pas pour informer, mais pour modeler l'opinion. La réalité, pour reprendre un mot cher à notre petit prodige président, est pourtant toute simple : l'économie est en état de mort cérébrale, le prochain domino financier qui tombera fera s'écrouler tout le système, des millions de laissés pour compte vivent à l'intérieur et à l'extérieur du pays(chômeurs, réfugiés...), le climat se dérègle, les ressources naturelles sur lequel est adossé notre système tout entier sont en épuisement... Un seul exemple 10 ans de réserves en lithium, vous savez ce machin indispensable pour fabriquer les smartphones et autres gadgets qui servent à endormir la populace... et tout le monde voudrait continuer à faire comme si de rien n'était ?

Les nuages s'amoncellent et l'orchestre médiatique à beau redoubler d'efforts, le tapage qu'il s'efforce de maintenir n'empêchera pas le tonnerre de gronder et l'orage de frapper à la fin.

D'une façon où d'une autre, ça n'est qu'une question de temps, et certainement pas dans longtemps, comme l'espèrent avec lâcheté beaucoup de nos concitoyens. Non, nos enfants ne seront pas là pour essuyer nos bêtises : c'est nous qui serons en première ligne, très bientôt.

Et le pire, c'est que tous ceux que le système taxe de complotisme l'ont bien compris : dans leur immense majorité, ils ne font plus confiance aux serviteurs premiers de celui-ci, les "journalistes".

Et ça, quelque part, c'est une sacrée bonne nouvelle au milieu de tout ce bazar !

- Il s'agit aussi de préparer l'opinion publique aux prochaines lois liberticides qui auront pour justification orwellienne la lutte contre la désinformation.

Bienvenue chez les conspirateurs ou les faussaires.

- Près de 8 Français sur 10 en faveur d'une loi visant à lutter contre les "fake news" en période électorale, selon un sondage - Franceinfo

71% des Français interrogés pensent que ces fausses informations constituent actuellement un problème au sein de la société, selon un sondage Odoxa Dentsu Consulting pour franceinfo et "Le Figaro", publié jeudi soir. Franceinfo

Le pilote était à ... Washington.

Julien Codorniou, le vice-président de Facebook chargé des partenariats, qui vit à Londres, est membre du... conseil de surveillance du « Monde » ! Grand ami de Xavier Niel — le copropriétaire du quotidien —, Codorniou figure aussi depuis peu à son côté au conseil de surveillance de Mediawan, le fonds d'investissement cofondé fin 2015 par un certain Niel Xavier. Le monde des géants est petit. Le Canard enchaîné, 8/1/2018

Les mains sales ou la sale "besogne". Ils le revendiquent.

- Checknews : est-il vrai que Facebook paye «Libé» pour aider à trier les «fake news» ? - Libération.fr

Dans son édition de la semaine dernière, le Canard enchaîné a publié un article intitulé «Entre "le Monde" et Facebook, un beau compte de fake» qui fait beaucoup parler. Le palmipède «révèle» que le réseau social finance le journal du soir. Un article un peu survendu, parce que ce n'est pas un scoop. Et incomplet, parce que le Monde n'est pas le seul média français financé par Facebook pour faire la chasse aux fausses nouvelles. Libération est aussi payé pour la même besogne. Liberation.fr 9 janvier 2018

Nous l'avions déjà signalé aux lecteurs.

Avec une capitalisation boursière de près de 500 milliards de dollars (Le Monde 30.08.2017) Facebook peut se permettre de se payer les services du Monde et Libération notamment pour organiser la censure sur Internet. L'oligarchie n'a plus besoin de contrôler le contenu des médias, c'est fait depuis qu'elle les a achetés, elle doit donc dorénavant s'attaquer aux autres sources d'information.

Faites tomber les masques.

- La Terre est plate, le pape a tué Kennedy, et si ma tante en avait... - Libération.fr

Les médias aux ordres comme seule source "d'information acceptable", qui plus est "respectueuse des institutions".

Libération - D'un côté une population jeune, biberonnée à la culture de la «post-vérité» d'un Internet qui s'est toujours positionné en contre-espace public, légitimant la vox populi au niveau de toute autre source d'information acceptable. Et de l'autre des seniors socialisés durant une époque plus respectueuse des institutions, avec une colonne vertébrale idéologique plus marquée.

Les médias institutionnels ou la parole divine.

Libération - ...défiance commune envers la presse traditionnelle.

Tous coupables, y compris ceux qui n'ont pas accès aux sources d'information.

Libération - Qui est coupable du phénomène ? Personne. Tout le monde. La modernité. Car elle nourrit le complotisme.

Et puis vous êtes responsables de tous les problèmes que vous rencontrez au cours de votre vie.

Libération - ...des gens en échec personnel vont avoir tendance à s'exonérer de leurs responsabilités en cherchant d'autres explications

Bref, vous êtes des cons !

Libération - ...les personnes qui comprennent mal l'environnement dans lequel elles évoluent ont une tendance plus prononcée à minimiser le poids du hasard dans la marche des événements.

Ils les ont démasqué, ce sont des rouge-brin !

Libération - Fondation Jean-Jaurès et de Conspiracy Watch : Les sympathisants d'extrême droite et d'extrême gauche sont plus enclins que les autres à verser dans la théorie du complot».

Douter, c'est commencer à réfléchir, un crime.

Libération - ...le complotisme se nourrit du doute.

Fake news et complotisme : comment l'état nous manipule par Philippe Alain - legrandsoir.info 10 janvier 2018

Intéressons-nous donc à la Fondation Jean Jaurès.

Officiellement, la Fondation Jean-Jaurès se décrit à la fois comme "un think tank, un acteur de terrain et un centre d'histoire au service de tous ceux qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde." En réalité, la Fondation Jean Jaurès est un think tank fondé sous l'impulsion de Pierre Mauroy, ancien premier ministre de François Mitterand. On trouve dans son conseil d'administration bon nombre de socialistes comme Jean-Marc Ayrault, Vincent Peillon ou Bruno Le Roux, mais plus surprenant, devinez qui occupe jusqu'en mai 2017 le poste de secrétaire général ? Gérard Collomb... Aujourd'hui ministre de l'intérieur de Macron. Pour la petite histoire, avec Gérard Collomb qui est toujours membre du Conseil d'Administration, on trouve également au poste d'administrateur, monsieur Christophe Carol, qui aussi est chef du bureau des associations et fondations au ministère de l'intérieur. Bonjour le conflit d'intérêts. (2)

Côté financement, ça vaut aussi son pesant de cacahuètes. La Fondation Jean Jaurès se vante d'être indépendante. Ah bon ? Le budget voté le 21 décembre 2016 est de 2 730 000 €. 1 000 000 d'euros de recettes proviennent des services généraux du premier ministre" et 878 000 € proviennent de subventions publiques. Autrement dit, l'Etat finance la Fondation Jean Jaurès à hauteur de 70% de son budget. Les ressources propres : publications, dons... ne représentent que 6% des recettes.

Bref, la Fondation Jean Jaurès est une véritable "organe d'influence", une officine de propagande d'Etat qui n'ose pas dire son nom.

Ca y est ? Vous comprenez mieux la manipulation ?

Bien évidemment, tous les médias vont reprendre en boucle les informations de la fameuse étude censée démontrer que les Français sont des adeptes inconditionnels des fake news et du conspirationnisme. Libération, qui appartient, comme L'Express, l'Expansion, BFM et RMC à Patrick Drahi, le milliardaire Franco-Israélien, fait la une sur le sujet en titrant son édition du 9 janvier : "Complotisme : le côté obscur de la France". Le soir même, Europe 1, propriété du milliardaire Arnaud Lagardère consacre un débat au fake news. Bref, tout le monde s'y met et ne parle que de ça ou presque pendant plusieurs jours.

Voilà, la boucle est bouclée. Aucun journaliste n'aura remarqué la supercherie, ou du moins, aucun ne s'est intéressé au véritable commanditaire de l'étude.

(2) <https://jean-jaures.org/la-fondation>

Le pilote est à Bruxelles, l'office européenne états-unienne.

- Fake news : cette experte nous explique les 3 niveaux de fausses nouvelles et les limites d'une loi Macron - huffingtonpost.fr

Fin 2017, un groupe d'experts a été créé par la Commission pour définir, trier et penser les "fake news". Alors que leur première réunion d'une longue série aura lieu à la mi-janvier, l'une des expertes, la sociologue des médias Divina Frau Meigs, nous parle des trois niveaux de fake news, à travers trois exemples. Notre experte, également professeure à la Sorbonne Nouvelle... (On sait ce que valent les "experts" nommés par Bruxelles. - LVOG)

...on distingue la "fake news de propagande" de la "fake news de complot" et de la "fake news commerciale (ou de scandale)".

Si ces trois types endommagent et polluent l'accès à l'information, ce ne sont que les fausses nouvelles de propagande et de complot qui ont été visées par Emmanuel Macron, début janvier, dans son discours à la presse. (C'est bien la crédibilité de la propagande officielle qui est au coeur de cette opération. - LVOG)

Notre experte se demande quels écueils le projet de loi devra éviter: "C'est une loi qui va devoir prendre son temps, pour bien définir chaque terme face au risque de produire une juridiction liberticide et de censure. Il faut que ce soit une loi qui agisse comme un ralentisseur." (Tous les articles en provenance de certains blogs ou portails seront relégués aux oubliettes par les moteurs de recherche, ainsi plus personne ou presque n'y accèdera, hormis ceux qui se connectent habituellement sur ces blogs ou portails ou qui en connaissaient les adresses. Il s'agit de rendre opaque les sources d'information qui narrent les faits, de sorte que plus personne ne puisse les vérifier, pour finalement faire doute de leur existence de manière à ce que seule la version officielle demeure. - LVOG)

Pour Divina Frau Meigs, avant de réfléchir à légiférer sur un type de fake news, il faudrait un sérieux débat public avec tous les acteurs, notamment économiques (Google et Facebook compris). Ce, pour mesurer et comprendre l'ampleur des nouveaux enjeux commerciaux et idéologiques qui se cachent derrière les fake news, de quelque type qu'elles soient. Et pour saisir l'urgence d'éduquer davantage aux médias. huffingtonpost.fr (Il y a "urgence" apparemment, le peuple ne doit pas en savoir davantage, il en sait déjà trop, il doit demeurer ignorant la survie du régime en dépend. Un "sérieux débat public" en s'en remettant au sommet de l'oligarchie, Google et Facebook, sera forcément impartial! Ils osent tout. - LVOG)

- Le Président Jupi-Taire invente la Censure Libérale, par Jacques-Marie Bourget - les-crisis.fr 08.01

La question est donc : pourquoi le président français attaque-t-il la liberté d'Internet alors que l'outil répressif existe ? La réponse est simple. C'est pour rejoindre le flux de tous les néo-libéraux et néo-conservateurs de la planète. Ceux qui estiment que laisser vivre à sa guise un web qu'ils ne maîtrisent pas est un très grand danger pour leur gouvernance. Une menace mortelle pour leur doctrine, l'asservissement par la finance mondialisée et néocoloniale. Les journaux eux-mêmes, petit à petit dépossédés de leur magistère par Internet, ont tout de suite milité pour que tout « site d'information » ne puisse exister « sans être adossé à un « grand média » ». Aux Etats-Unis, le New York Time en tête, nous avons assisté à de telles croisades de limitation du Net. Le tout est resté sans grand effet jusqu'au mois dernier où les géants américains, industriels du web, ont annoncé une restriction progressive de l'accès aux réseaux performants pour tout candidat qui ne soit pas un partenaire puissant ou « convenable ». Voilà où veulent en venir Macron et ses alliés : nous faire taire. Je dis « nous » puisque le débat, l'information plurielle sont devenues impossible en France et que le seul moyen de mettre à jour des sources et des points de vue différents c'est Internet. Tant pis si ce tuyau à deux conduits véhicule les meilleures nouvelles du monde, mais

aussi des tonnes d'ordures. Comme devant la poubelle jaune et la poubelle verte, nous sommes assez adultes pour affronter le tri sélectif.

Ne soyons pas injustes envers Jupiter, il a bénéficié, comme on le dit en matière d'artillerie, d'une très forte « préparation ». C'est la presse subventionnée par des crédits d'Etat, c'est-à-dire tout, ou presque, ce qu'exposent les kiosques, qui, depuis des années, de docilité en compromission, a poussé le wagon vers l'abîme. C'est elle qui a conçu, financé l'avènement de journaux asexués tous clones de la « bien pensée », des pages dans lesquelles on pouvait lire sans une virgule de doute « Saddam Hussein a des armes de destruction massives » avec schémas à la clé. La doctrine de BHL a triomphé, agissant sur les rebelles comme un agent orange sur la jungle du Vietnam. L'engeance, celle des « nouveaux philosophes » (portée sur les fonds-baptismaux par François Furet avec pichenette de Michel Foucault), a réussi à imposer son néo-catéchisme: toute pensée non tamponnée « Atlantique » ne doit être ni exprimée ni survivre. De bons disciples comme Perdriel, Mougeote, Plenel, Joffrin, Giesbert, Minc, Barbier et leur marionnette Ménard ont veillé à ne jamais offenser Washington. Et la presse française est devenue une feuille d'avis de l'OTAN. Hélas pour eux, cette lecture ne rassemble pas des centaines de milliers de curieux. Ainsi Plenel, celui du Monde en 1999, a compté « 700 000 morts au Kosovo » (pour un bilan officiel et final 2500) et publié en scoop les détails d'un plan serbe, dit « Fer à Cheval » qui prévoyait la déportation des albanais... Manque de flair, ce « Plan » était un faux bricolé par les services secrets allemands ! Voilà donc des « fakes » avant la mode. Et les « fakes » sont têtus.

Au passage, pour vous faire observer que la maladie de presse est ancienne, je me permets de relater une expérience personnelle. Au début du mois d'août 1985, en publiant dans « VSD », un hebdomadaire populaire, un article de deux pages chapeauté du titre « La DGSE a fait couler le Rainbow Warrior », je croyais par ces lignes, avoir fait avancer la « vérité ». Et appeler un chat un chat : c'est-à-dire Mitterrand un assassin (un photographe est mort lors du sabotage du bateau avalisé par le Président). A défaut de recevoir une symbolique médaille je m'attendais à ce que mes découvertes éveillent l'attention de mes confrères... Bernique. Hormis Michel Polac, le magnifique trublion, personne n'a bronché. Mieux, Claude Angeli, alors chef du Canard Enchaîné, est venu faire le flic de presse : « Toi il faut que tu te calmes ! ». Ah bon ? Et, svp facteur, de qui vient le message ? Le message venait de « Dieu Premier ».

Cette foi nouvelle dans les vertus d'une presse couchée a été facilitée, aussi, par l'idéologie qui noie les « écoles de journalisme », et par le statut social des étudiants ici recrutés. Croisant un jour place de la Bourse un ancien confrère, devenu prof au Centre de Formation des Journalistes, je lui pose une question : « Enseignez-vous le doute ? »... et entendu sa réponse désabusée : « Non rien que des certitudes ». La pensée unique, née dans le bouillon Kub des idées de Furet, issue aussi des « droits de l'homme » tripotés par le BHLisme, s'enseigne désormais dans ces écoles. Institutions onéreuses pour tout étudiant, ce qui implique une sélection de classe. Pour l'essentiel, les nouveaux journalistes sont donc des fils d'archevêque ; peu inquiets du sort du monde.

Dernier paillason tendu sous les pieds de Macron et de la censure d'Internet, tous ces sites autoproclamés chasseurs de « Fakes news ». A défaut de s'acheter un miroir et de s'y mirer, Le Monde et Libération se sont constitués en meute pour désigner comme « fake » ou « complot » tout ce qui nuit à la ligne générale dessinée par Niel ou Drahi. Ces innocents ignorent que le concept de « complotisme » a été inventé par la CIA comme outil capable de discréditer tout interlocuteur trop bien informé. Reste dans le canon fumant de ces drôles de censeurs la cartouche de l'antisémitisme, écrire que Netanyahou perd ses cheveux peut vous conduire au pilori. Vous êtes socialement mort.

Dans la battue contre la liberté sur Internet, comme dans les polars, on trouve enfin des « privés ». Des types qui s'ennuyant d'être « rien » -comme le dirait Macron- et qui montent leur propre stand de tir. Dénonçant sur Internet et au doigt mouillé des innocents. Leur but ? Exister, participer à l'honorable festin de la pensée juste pour -rêve d'un jour- être invité aux côtés de Sifaoui sur le plateau des « experts » de C Dans L'air.

Aujourd'hui la nouvelle censure démocratique ne s'exerce pas seulement au pied du mur, c'est-à-dire en refusant l'édition de textes ou d'images jugées inacceptables pour la pensée dominante, elle réussit l'exploit d'un grand bond en arrière en nous renvoyant à Richelieu. Oui, à la « censure préalable », le filtre de l'imprimatur qui évite tout malentendu. N'étant pas gardien du phare des libertés, je n'ai pas en main le décompte des réunions, conférences et autres propositions de débats annulées en France sous la pression du politiquement correct. Depuis 2012, et le début de la guerre en Syrie, il est impossible au pays de Voltaire, de rassembler dans une salle ouverte au public des hommes et des femmes s'exprimant sur cette guerre. Dès l'annonce d'un tel colloque les menaces tombent et les organisateurs apeurés, honteux, annulent le rendez-vous. Dans une salle de l'Assemblée Nationale il a été possible au Front National de réunir la fleur des groupes anti-avortement, mais impossible de trouver un auditorium pour exposer la situation syrienne et la politique étrangère de la France. Que le forum soit « partisan » n'est pas une excuse à la censure dans un pays de libre parole. L'interdiction de ces débats-là vaut aussi pour ceux qui concernent l'Ukraine et mieux encore pour la Palestine. Evoquer ce pays martyrisé c'est additionner les salles de réunion refusées, les intervenants décommandés. Si besoin est, les censeurs s'abritent derrière la menace de « troubles l'ordre public ». Comme si « l'ordre public » était une excuse au mensonge. Plus caché, feutré mais aussi corrosif a été, en 1994, l'interdit d'édition qui a frappé le colossal historien et philosophe anglais Eric Hobsbawm avec son livre « L'Age des Extrêmes ». Ce bouquin essentiel a été traduit en bantou alors que pas un éditeur tricolore ne s'est aventuré à mettre de ce texte en librairie. L'interdit, non-dit et non-écrit donc tacite, avait été édicté par la clique Rosanvallon et Nora, petits maîtres à penser agissant comme des veaux sous leur mère, en l'occurrence François Furet. Pas question qu'un penseur, obstinément marxiste, ouvre sa gueule. Pour lire ce bouquin il a été nécessaire que l'équipe du Monde Diplomatique se joigne à un éditeur belge. C'est vous dire si le libre propos est un sport de combat !

L'exception française, donc l'esprit de censure, a contaminé la Suisse. Guy Mettan, co-fondateur de la version helvétique de Reporters Sans Frontières (RSF) est un mort vivant depuis qu'il a eu l'idée d'instaurer un débat sur le rôle joué en Syrie par les « Casques Blancs »... C'est Christophe Deloire, le Ménard après Robert, de RSF qui a pulvérisé Mettan. Pour Deloire il n'est pas question de débattre de l'action de ces magnifiques sauveteurs couverts de lauriers par Hollywood, les intervenants ne lui conviennent pas. Pauvre Deloire qui, il y a quelques mois, faisait la retape auprès du dictateur gabonais Bongo. Son but ? Que ce dernier finance un « forum » organisé de concert avec Libération. Résumons ! Nous avons RSF, un machin matricé par l'ultra droitiier Ménard, qui intervient en tant qu'organisation de journalistes pour réclamer la censure. Après cela étonnez-vous que la presse meure !

Mais Deloire, l'homme en forme de cette fin d'année 2017, va encore faire parler de lui. Cette fois c'est le projet d'une télé russe, diffusée en français, qui ne lui convient pas. Cette chaîne, composée de journalistes tricolores et dûment encartés, n'a pas encore émis une seule image, un seul son que le devin Deloire dit « halte ». Lui, Deloire, sait que Poutine, qui n'a que ça à faire entre deux coups de balais donnés à Daesch, écrit lui-même les sujets diffusés sur RT-TV. Il est fort Deloire...! Bizarre, quand Patrick Drahi a lancé « i24 News » une télévision en français qui entend officiellement « montrer le vrai visage d'Israël », Deloire s'est tu. Sans doute enrôlé ? Et rechute en laryngite contre CNN ou Fox News, qui, même en anglais, diffusent pas mal de bêtises ?

Avez-vous entendu Deloire protester contre la disparition de « Afrique Asie », un mensuel spécialisé dans l'actualité internationale, un journal d'une qualité rare ? Non. Il devait être en RTT. Ce journal historique, fondé par Simon Malley, a été le compagnon de lutte de tous les mouvements de décolonisation de la planète. Ce n'est pas rien. Comme par hasard l'état français a commandé un interminable contrôle fiscal contre « Afrique Asie », enquête ridicule au sein d'un journal militant. Mais qui s'est achevée par une amende de 150 000 euros. Majed Nehme, le directeur-héros de cette aventure, a donc été obligé de fermer ce journal exemplaire. Voilà les dernières nouvelles du monde libre, où les français ne parlent plus aux français.

En guise de travaux pratiques je livre à nos lecteurs l'expérience vécue par la grande et courageuse historienne Annie Lacroix-Riz – professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VII. Au prétexte qu'elle est l'une des seules à s'opposer à la cohorte placée sous la férule de Gérard Courtois, un communiste très repentini qui passe ses heures à expier son passé, et qui est devenu le guide suprême en matière de marche arrière historique, Lacroix-Riz, avec son sac à vérités, est devenu l'ennemi numéro 1. Comme la dame est imbattable, tant elle est documentée, face à elle il faut fuir ou annuler tout débat. D'autant que la spécialité de l'historienne est brûlante : la collaboration sous toutes ses formes, liens entre nazis et Vatican, construction de l'Europe sous la dictée américaine... Elle a même découvert que, pendant la période nazie, le Zyklon B avait été, pour partie, produit dans des usines françaises...

Un jour c'est France 2 qui la convoque pour évoquer André Bettencourt, un homme trop actif sous Vichy. L'historienne racle ses fonds, prend de son temps et répond aux questions du documentariste. Quelques heures avant la diffusion du « sujet » elle reçoit un SMS « Désolé, mais faute de place votre témoignage a été coupé ». Ah ça alors c'est vrai, la lutte des places est un phénomène connu !

En 2016 c'est une certaine Juliette Dubois qui, sur RMC TV, se passionne pour une tranche d'histoire « 1939-1945 la face cachée du Vatican ». Lacroix-Riz est incontournable, elle est ici assise dans son jardin. La naïve historienne sort ses archives les plus explosives et attend le passage de la questionneuse... qui, comme Godot, ne viendra jamais. Le dernier acte de censure est aussi lié à ce documentaire de RMC, un conte de fée qui donne la part belle aux hommes de Dieu. Cette fois, le film étant diffusé par la RTBF la télé belge, Lacroix-Riz est convoquée à Bruxelles « pour un débat ». On lui envoie des billets de train... Et, magie habituelle, sans que les TGV de Guillaume Pépy y soient pour quelque chose, l'historienne qui dérange ne se dérange pas : elle est décommandée. Si je mets en avant l'exemple de Lacroix-Riz c'est que la dame, même sans le relais des médias officiels, a une certaine capacité d'alerter un petit réseau. Mais quid des inconnus, des isolés, qui se font moucher dès qu'ils évoquent des sujets touchant à la « contre pensée ». Quid d'un chercheur qui n'embouche pas, pour ses travaux, la bonne trompette, l'écrivain qui n'écrit pas les bons livres ?

Voilà un état des lieux. C'est le mien et vous direz qu'il n'a pas de valeur universelle, rien de « scientifique ». C'est juste le résultat de 50 ans d'expérience dans la presse et l'édition, un demi-siècle à voir de près bouger le monde, et se faire la guerre plus que la paix. Un demi-siècle de mensonges, de presse ou d'Etat, vécus sur le champ. Que dire de plus ? La liberté, valeur sans partage avait un goût, il est devenu light, comme le Coca. les-crisis.fr 08.01

Parole d'internaute.

- Tous ceux qui sont conscients de cette censure qui s'installe à petits pas mais de façon certaine, ne savent plus, où, quand, comment le dire.

La réduction au silence ne signifie pas nécessairement l'absence de réflexion. Mais comment savoir si ceux qui sont conscients, mais réduits au silence, sont nombreux ou non.

Savoir qu'on n'est pas seul est rassurant, cela évite d'être gagné par le découragement et l'abandon.

La censure permet de faire taire, mais aussi d'isoler. "Pensez ce que vous voulez, mais de toute façon vous êtes seul". Super méthode mais jusqu'à quand ?

- Macron est le plus dangereux des présidents de la cinquième République. Il est à même de mettre en place un régime autoritaire, si ce n'est fasciste. Aujourd'hui, en écoutant ses vœux aux journalistes, je viens d'en prendre d'autant plus conscience. Le reste n'est que bla-bla. Entendons

l'essentiel de ses propos. Ce type est encore plus dangereux que ce que l'on pouvait convenir car il demande à ceux-là mêmes qui diffusent l'information qu'ils s'accordent avec le pouvoir en place. Je n'ai pas voté pour ce type, mais là, il mérite, par ses propos, d'être délogé de toute sphère politique et économique. [Modéré.] Attention !

- Attendez , l' Histoire ne fait que commencerlors de ses vœux notre Jupiter commence par :” mes chers compatriotes européens....” oui, vous avez entendu ” européens ” pas français...parce que la France c'est bientôt terminé, vous le savez ça ?...

LVOG - C'est le mondialisme.

- J'adore la délicieuse hypocrisie de ce Président comme il se dédouane de ses délits d'initié.

Mais prenons le au sérieux, car en voulant faire la leçon aux journalistes, il décrit exactement ce que lui-même, prenant appui sur eux dans les grandes rédactions, avait mis en place depuis sa campagne présidentielle, toute une batterie de langage, d'astuces et de procédés pour ne faire ressortir que sa narrative. Uniquement la sienne. Pour nous préparer à vivre une dystopie qui affectionne le fascisme. Sa narrative martelée jusqu'à l'ivresse. Relayée, propagée a beaucoup pollué l'espace public et a créé beaucoup de désordres!

Macron en est le principal responsable dans ce crime moral, intellectuel et mental. Il en a donné le modèle et le mode d'emploi.

- Macron masquait son rôle de valet de la classe des ultra-riches et maintenant il le joue. Cela ne surprend que les personnes qui n'ont pas pris le temps de réfléchir – une occasion rare pour la plupart de nos contemporains pris dans la précarité et/ou de l'injonction à l'immersion entrepreneuriale.

- Jupi-taire ne fait que confirmer et amplifier la tendance au “libéral autoritarisme” de ses prédécesseurs. Mais peut-il en être autrement dans une UE qui est absolument non démocratique ?

L'UE est une tyrannie, qui est au service du “Corporate power”. Et les campagnes de nos dirigeants “autocrates libéraux” sont financées d'élections, élections par ce “Corporate power”.

Le candidat voulu par les milieux d'affaires, “nous est vendus” un an ou deux avant les élections grâce à une campagne massive de promotion médiatique. Comme ce fut le cas pour Macron.

L'on voit mal d'ailleurs, de quoi ce dernier pourrait se plaindre, tant il a bénéficié de cette massive campagne de promotion médiatique.

La vérité, c'est qu'ils craignent les voix dissonantes, car ils savent que leur base électorale est des plus fragiles. Donc en plus de la promotion massive, ils veulent pour la prochaine fois un outil juridique pour pouvoir faire taire les voix dissonantes sous n'importe quel prétexte foireux.

C'est dans la logique et l'aboutissement d'un processus non démocratique, qui prend ses racines dans la “construction européenne” telle que conçue par les oligarchies qui contrôlent le pouvoir dans chaque pays de l'UE, oligarchies au service du “Corporate power”.

Vérités et contrevérités, l'art de mêler le vrai et le faux

- Étude: 79% des Français croient au moins à une "théorie du complot" - AFP

Le complotisme est un "phénomène social majeur" et "préoccupant" en France, près de huit Français sur dix adhérant à au moins l'une des grandes "théories du complot", révèle une étude de l'Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et l'observatoire Conspiracy Watch, publiée dimanche.

Trois ans après les attentats de janvier 2015 à Paris, et en pleine offensive du gouvernement contre les "fake news" ou fausses infos, l'étude montre que 79% des Français croient à au moins une théorie du complot. Ils sont 34% à en croire au moins 4 et 13% au moins 7.

Et concernant les multiples théories qui circulent dans l'opinion et sont évoquées dans l'étude, des plus récentes aux plus anciennes, 55% des Français approuvent l'idée que "le ministère de la santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins" et 54% sont d'accord avec l'affirmation que "la CIA est impliquée dans l'assassinat du président John F. Kennedy à Dallas".

En matière de terrorisme, 19% des Français considèrent qu'à propos des attentats contre Charlie Hebdo et le magasin Hyper Cacher en janvier 2015, "des zones d'ombres subsistent" et qu'il n'est pas certain qu'ils aient été "planifiés et réalisés uniquement par des terroristes islamistes", dont 27% des moins de 35 ans, et 30 % des 18-24 ans. Cependant, seuls 3% (contre 2% en janvier 2015 selon une précédente étude de l'Ifop) estiment à propos de ces attentats qu'"il s'agit d'une manipulation dans laquelle des services secrets ont joué un rôle déterminant".

Par ailleurs, 32% des Français pensent que "le virus du sida a été créé en laboratoire et testé sur la population africaine avant de se répandre à travers le monde" et 31% sont d'accord avec l'affirmation que "les groupes terroristes jihadistes comme Al-Qaïda ou Daech sont en réalité manipulés par les services secrets occidentaux". Enfin, 16% des Français pensent que les Américains n'ont jamais été sur la lune, et 9% croient "possible que la Terre soit plate et non pas ronde comme on nous le dit depuis l'école".

Concernant la confiance dans les médias et leur crédibilité, 9% des interrogés (et 17% des sympathisants FN) estiment que "leur rôle est essentiellement de relayer une propagande mensongère nécessaire à la perpétuation du "Système"".

36% trouvent que "leur marge de manoeuvre est limitée et ils ne peuvent pas traiter comme ils le voudraient certains sujets" car ils sont "largement soumis aux pressions du pouvoir politique et de l'argent", une affirmation qui grimpe à 55% chez les sympathisants LFI et EELV.

Enfin 30% pensent que "travaillant dans l'urgence, ils restituent l'information de manière déformée et parfois fausse", et seuls 25% répondent que "globalement, ils restituent correctement l'information et sont capables de se corriger quand ils ont commis une erreur". AFP 7 janvier 2018

Commentaires d'internautes.

- Hi hi, je me découvre complotiste ! Mais il n'y a plus que quelques journalistes qui n'ont pas compris, pour reprendre 2 exemples de l'article, que l'état et les labo pharmaceutiques marchent main dans la main (cela s'appelle notamment "conflits d'intérêt") et que Kennedy a été assassiné par l'état profond US (même les américains le savent majoritairement aujourd'hui). Ce genre de sondage inutile c'est juste pour préparer le terrain de la censure sur Internet (car dans les autres média l'autocensure - voire plus- fonctionne déjà très bien) et donc la fin de la liberté d'expression. Mais qu'on se rassure, nos journalistes, qui à plus de 80% appartiennent corps et âme à des milliardaires propriétaires de journaux et TV...continueront de nous dire ce qu'il faut croire et ne pas croire. Des fois qu'on serait plus idiots qu'eux...

- Intéressant de mélanger "dangerosité du vaccin", qui possède, quoiqu'on en pense des effets secondaires (rare selon les pro-vaccins), et des théories farfelues politiques et physique (terre plate)... ça passe ou ça casse ce genre de stratégie...

- Les théories du complot sont parfois vraies. Par exemple, les armes de destruction massive étaient considérées comme une théorie du complot... Il ne faut jamais sous-estimer les duperies des gens au pouvoir.

- Tout est mélanger dans cette article. On passe de la terre et plate à la confiance des français dans leur médias histoire de mettre dans le même plat les fou qui crois quel la terre et plate à une réflexion sensé sur les médias qui effectivement raconte à longueur de temps mensonge et propagande.

- Ce sont les médias qui tentent d'inculquer la théorie de complots imaginaires à la population, afin de pouvoir obéir au ordre du pouvoir par la culpabilisation.

Apathie, Cohen, Lapix-saddoun, Bourdin, Calvi (sous ses faux airs débonnaire), Barthès ou Quin participent à la manipulation médiatique.

- C'est quoi le but de ces histoires stupides ? Vouloir faire croire que les médias eux sont crédibles? Quel bric-à-brac mélangeant toutes les âneries, dire que des gens sont payés pour produire "ça" nommé "études".

- La notion de "théorie du complot" est le dernier rempart du pouvoir, pour détourner le regard des gens de la vérité, qui est parfois simplement évidente, comme pour le 11 sept...

Au lieu de parler des faits en eux-mêmes, ils placent le débat sur un terrain vaguement moral ou ils disent que c'est très mal de ne pas croire la version du Ministère de la Vérité... lol :-)

Non, ce qui est plutôt inquiétant c'est qu'il existe encore des organismes comme ConspiracyWatch, et surtout que ce soient eux qui est le "droit" de communiquer... - Ce qui est préoccupant, c'est que la caste dominante ment tellement que 79% des gens finissent par s'en rendre compte, en dépit de la propagande officielle continue et quasi sans failles.

- Pour sûr, c'est ballot...L'histoire humaine entière n'est que complots, mais chut, n'en faites surtout pas une théorie à l'époque où la dictature mondiale à sourire hollywoodien de Goldman-Sachs et des quelques autres hyper-multi-millionnaires financiers licenciés, pollueurs et massacreurs de tous les peuples veut passer pour des bisounours défenseurs de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté d'expression...

- La rédaction particulièrement nauséabonde de cet article, mettant dans le même sac des théories farfelues comme des faits officiellement admis par les gouvernements concernés (assistance à al-Qaïda par exemple, ou conflit d'intérêt entre le ministre de la santé et ses anciens employeurs/financiers), montre l'existence d'une "ligne directrice" totalitaire dans les media français.

Pas besoin d'imaginer un complot : les grands media français appartiennent tous à une poignée de milliardaires aux intérêts convergents (ils n'ont donc pas absolument besoin de se concerter) et ce sont les mêmes qui ont "fabriqué" Macron.

Mais pour ces gens-là, même quand on ne parle pas de complot, on est accusé de "théorie du complot" dès qu'on tente d'observer les mécanismes politico-médiatiques.

Alors qu'ils peuvent impunément accuser de complot... tous ceux qu'ils désignent comme leurs ennemis, à commencer par la Russie, si vous vous rappelez bien (mais cette accusation avait fait un flop en France; et elle est en train d'en faire un aux États-Unis, où les Américains, plus de deux ans après le premier article du... New York Times, découvrent que ce n'était pas Trump mais Clinton qui était financée par la Russie, la Fondation Clinton ayant reçu pas moins de 145 millions de dollars des propriétaires de mines d'uranium qui voulaient les autorisations de les vendre à une société d'État russe, et qui l'ont obtenue).

- Mais là théorie du complot c'est aussi de comploter en nous faisant croire que nous avons tout faux ! - Le seul complot qui n'existe pas est celui qui vise à attenter à l'intelligence de 79% de français.

- Facebook admet être aux ordres du gouvernement d'Israël pour censurer les Palestiniens - investigation.net 11.01

En septembre de l'année dernière, nous avons noté que des représentants de Facebook rencontraient le gouvernement israélien pour déterminer quels comptes Facebook appartenant à des Palestiniens devaient être supprimés au motif qu'ils constitueraient une «incitation». Ces réunions – convoquées et présidées par l'un des responsables israéliens les plus extrémistes et autoritaires, le ministre de la Justice Ayelet Shaked – sont intervenues après qu'Israël ait menacé Facebook d'adopter des lois pour l'obliger – sous peine d'énormes amendes, voire d'un blocage total du service en Israël – à se conformer aux ordres du gouvernement israélien, à défaut pour lui de le faire “volontairement”.

Les résultats, prévisibles, de ces réunions sont maintenant clairs et bien documentés. Depuis lors, Facebook pratique avec fureur la censure contre les militants palestiniens qui protestent contre l'occupation israélienne illégale qui dure depuis plusieurs décennies, obéissant à des directives données par des responsables israéliens. En effet, les responsables israéliens se vantent publiquement de l'obéissance de Facebook en ce qui concerne les ordonnances de censure israéliennes :

«Peu de temps après qu'on ait appris la conclusion d'un accord entre le gouvernement israélien et Facebook, le ministre israélien de la Justice, Ayelet Shaked, a déclaré que Tel Aviv avait soumis 158 demandes au géant des médias sociaux au cours des quatre derniers mois lui demandant d'enlever les contenus qu'il considérait comme “incitation”. Elle a déclaré que Facebook avait accepté 95% des demandes.»

Elle a raison. La soumission de Facebook aux diktats israéliens est difficile à surestimer : comme l'a dit le New York Times en décembre de l'année dernière, “les agences de sécurité israéliennes surveillent Facebook et lui signalent les publications qu'elles considèrent comme une incitation. Facebook a répondu en supprimant la plupart d'entre eux”.

Ce qui rend cette censure particulièrement importante, c'est que «96% des Palestiniens ont déclaré que leur principale utilisation de Facebook est de suivre les nouvelles». Cela signifie que les autorités israéliennes ont un contrôle quasi absolu sur un forum de communication clé des Palestiniens.

Dans les semaines qui ont suivi ces réunions entre Facebook et Israël, a rapporté The Independent, le collectif militant Palestinian Information Center a indiqué qu'au moins 10 comptes de leurs administrateurs pour leurs pages Facebook en arabe et en anglais – suivies de plus de 2 millions de personnes – ont été suspendus, pour 7 d'entre eux de manière permanente. Il s'agit, disent-ils, du résultat de nouvelles mesures mises en place à la suite des rencontres de Facebook avec Israël. «En mars dernier, Facebook a brièvement fermé la page Facebook du Fatah, suivie

par des millions de personnes à cause d'une vieille photo de l'ancien chef Yasser Arafat tenant un fusil».

Un rapport publié en 2016 par le "Palestinian Center for Development and Media Freedoms" a détaillé l'étendue de la censure de Facebook :

Pages et comptes personnels qui ont été filtrés et bloqués : Palestine Dialogue Network (PALDF.net), Gaza now, Jerusalem News Network, Shihab Agency, Radio Bethléem 2000, Orient Radio Network, page Mesh Heck, Ramallah News, journaliste Huzafa Jamous d'Abu Dis, activiste Qassam Bedier, activiste Mohammed Ghannam, journaliste Kamel Jbeil, comptes d'administration pour Al Quds Page, comptes d'administration Agence Shihab, activiste Abdel-Qader al-Titi, jeune activiste Hussein Shajaeih, Ramah Mubarak (le compte est activé), Ahmed Abdel Aal (le compte est activé), Mohammad Za'anin (compte toujours supprimé), Amer Abu Arafa (compte toujours supprimé), Abdulrahman al-Kahlout (compte toujours supprimé).

Inutile de dire que les Israéliens ont pratiquement toute latitude pour publier ce qu'ils veulent sur les Palestiniens. Les appels au meurtre de Palestiniens lancés par des Israéliens sont monnaie courante sur Facebook et restent en grande partie intacts.

Comme l'a rapporté Al Jazeera l'année dernière, "les discours incendiaires publiés en hébreu ... ont suscité beaucoup moins d'attention de la part des autorités israéliennes et de Facebook". Une étude a révélé que «122.000 utilisateurs ont appelé directement à la violence en usant de mots comme "meurtre" ou "brûler". Les Arabes étaient les premières cibles des commentaires haineux». Pourtant, il semble y avoir peu d'efforts de la part de Facebook pour censurer aucun de ces propos.

Il semble que désormais Facebook admette explicitement avoir également l'intention de suivre les ordres de censure du gouvernement des États-Unis. Récemment, l'entreprise a supprimé les comptes Facebook et Instagram de Ramzan Kadyrov, le leader répressif, brutal et autoritaire de la République tchétchène, qui comptait 4 millions de followers sur ces comptes. Pour dire les choses simplement, Kadyrov – qui a toute latitude pour gouverner la province en échange d'une loyauté sans faille envers Moscou – est le contraire d'un personnage sympathique : il a été accusé de manière crédible d'un grand nombre de violations horribles des droits de l'homme, allant de l'emprisonnement et la torture des LGBT à l'enlèvement et au meurtre de dissidents.

Mais rien de tout cela ne change quoi que ce soit au caractère dérangeant et dangereux de la justification avancée par Facebook pour la suppression de ses comptes. Un porte-parole de Facebook a déclaré au New York Times que l'entreprise a supprimé ces comptes non pas parce que Kadyrov est un meurtrier de masse et un tyran, mais que "Les comptes de M. Kadyrov ont été désactivés parce qu'il venait d'être ajouté à une liste de sanctions des États-Unis et que la compagnie était légalement obligée d'agir".

Comme le souligne le Times, cette logique semble douteuse ou au moins appliquée de manière incohérente : d'autres qui figurent sur la même liste de sanctions, comme le président vénézuélien Nicolas Maduro, restent actifs sur Facebook et Instagram. Mais considérez simplement les implications incroyablement menaçantes des explications de Facebook.

Ce que cela signifie est évident : que le gouvernement étatsunien – autrement dit, pour le moment, l'administration Trump – a le pouvoir unilatéral et sans contrôle d'expulser qui bon lui semble de Facebook et Instagram en les incluant simplement sur une liste de sanctions. Est-ce que quelqu'un pense que c'est une bonne chose ? Est-ce que quelqu'un fait confiance à l'administration Trump – ou à tout autre gouvernement – pour contraindre les plateformes de médias sociaux à supprimer et à bloquer toute personne qu'elle veut faire taire ? Comme Jennifer Granick de l'ACLU 1 l'a dit au Times:

Ce n'est pas une loi qui semble avoir été écrite ou conçue pour faire face aux situations particulières où il est légal ou approprié de réprimer des propos. ... Cette loi sur les sanctions est utilisée pour réprimer l'expression publique sans tenir compte des valeurs de la liberté d'expression et des risques particuliers de blocage du discours, par opposition à bloquer le commerce ou les fonds comme le prévoyaient les sanctions. C'est vraiment problématique.

Est-ce que la politique de Facebook qui exclut des gens de sa plateforme qui sont visés par des sanctions s'applique à tous les gouvernements ? Évidemment pas. Il va sans dire que si, par exemple, l'Iran décidait d'imposer des sanctions à Chuck Schumer pour son soutien à la politique de Trump consistant à reconnaître Jérusalem comme capitale israélienne, Facebook ne supprimerait jamais les comptes du chef de la minorité démocrate du Sénat. Tout comme Facebook ne supprimera jamais les comptes des responsables israéliens qui incitent à la violence contre les Palestiniens ou qui sont sanctionnés par des responsables palestiniens. Le mois dernier, la Russie a annoncé des sanctions en représailles contre divers responsables et dirigeants canadiens, mais il va sans dire que Facebook n'a pris aucune mesure pour les censurer ou bloquer leurs comptes.

De même, Facebook oserait-il censurer les politiciens américains ou les journalistes qui utilisent les médias sociaux pour appeler à la violence contre les "ennemis de l'Amérique" ? Poser la question, c'est y répondre.

Des journalistes ont lancé des appels publics pour que les États-Unis coulent un navire iranien "pour manifester leur détermination" ou encore pour qu'un drone soit utilisé pour éliminer physiquement Julian Assange.

Comme toujours quand il s'agit de censure, il y a un seul principe qui conduit à tout cela : le pouvoir. Facebook se soumettra et obéira aux demandes de censure des gouvernements et des fonctionnaires qui exercent effectivement un pouvoir, tout en ignorant ceux qui ne le font pas. C'est pourquoi les ennemis déclarés des gouvernements américain et israélien sont vulnérables aux mesures de censure de Facebook, alors que les officiels américains et israéliens (et leurs alliés les plus tyranniques et répressifs) ne le sont pas :

Tout cela illustre que les plaidoyers pour que les géants de la Silicon Valley censurent plus activement les «mauvais discours» présentent les mêmes graves dangers que la censure étatique. Les appels à la censure d'État peuvent souvent être bien intentionnés – un désir de protéger les groupes marginalisés des dangers des "discours de haine" – mais il est prévisible qu'ils sont beaucoup plus souvent utilisés contre des groupes marginalisés pour les censurer plutôt que pour les protéger.

Il suffit de regarder comment les lois sur les "discours de haine" sont utilisées en Europe ou sur les campus universitaires américains pour constater que les victimes de la censure sont souvent des critiques des guerres européennes ou des militants contre l'occupation israélienne ou des défenseurs des droits des minorités. Investigaction.net 11.01

- Juliette Méadel propose la création d'un "impôt Charlie Hebdo" - AFP

L'ancienne secrétaire d'Etat chargée de l'Aide aux victimes Juliette Méadel propose dans une tribune transmise à l'AFP la création d'un "impôt Charlie Hebdo" qui permettrait de soutenir la "liberté d'expression". AFP 9 janvier 2018

Mimétisme.

«Nous vivons l'irruption, dans le champ médiatique, des fausses nouvelles»: ainsi le président Macron® introduit-il son intention de légiférer contre les fake news lors de ses vœux à la presse (laquelle appartient en grande partie, soit dit en passant, aux milliardaires qui l'ont fait élire).

Que l'annonce survienne au surlendemain de l'entrée en vigueur de la loi de censure Internet en Allemagne n'est évidemment qu'un hasard du calendrier! Au fait, à quoi le Président de la République faisait-il allusion? Aux faux cadavres de Timisoara exhibés lors de la chute des Ceausescu? Au montage des couveuses koweïtiennes, prétexte à la meurtrière guerre du Golfe? A la fiole de farine blanche agitée par M. Powell au Conseil de Sécurité pour justifier la deuxième invasion de l'Irak? L'histoire de ces dernières décennies est faite de ces fake news plus ou moins ahurissantes colportées sans ciller par les médias de grand chemin. L'Etat va-t-il coller un fact-checker dans chaque grande rédaction?

Non: selon les milieux informés, M. Macron visait plutôt la «fachosphère», les blogs ainsi que les plateformes russes dont les versions francophones risquent d'être une sérieuse concurrence pour des médias français en voie de débilisation accélérée. N'empêche: qui sera habilité à dire le vrai du fake? Au nom de quels critères? Va-t-on créer un ministère de la Vérité, comme prophétisé par Orwell?

Et si le Président de la République tombait lui-même victime de sa loi?

Par exemple, comme se le demande @MrPropagande sur Twitter: entre deux déclarations de M. Macron®, l'une affirmant : «Je ne suis pas socialiste», et l'autre : «Moi, je suis socialiste. Et je l'assume», laquelle est fausse?

Ou alors, la nouvelle loi permettra-t-elle de suspendre les comptes du Président de la République quand il lâche des bobards énormissimes comme «Si quelqu'un a combattu [Daech en Syrie] et peut gagner d'ici fin février, c'est la coalition internationale»?

PS — M. Macron® pourra toujours utiliser comme fusible sa propre usine à fake news et conseillère en communication, Sibeth Ndiaye, qui «assume parfaitement de mentir pour protéger le président» (Le Figaro, 12.7.2017.) Antipresse

- Macron veut-il encourager la croyance en la « théorie » de la Terre plate ? Par Jean Bricmont — 06 janvier 2018

Mais que sont les fausses nouvelles et en quoi ont-elles de l'importance ?

Un premier exemple concerne l'attaque au gaz près de Damas en août 2013, dont la responsabilité a été presque unanimement attribuée par la presse au «régime syrien», ce qui est clairement contredit par un rapport établi par un ancien inspecteur de l'ONU, Richard Lloyd, et un professeur en science, technologie et sécurité nationale du MIT, Theodore A. Postol. Pour distinguer le vrai du faux, comparons les motivations : pour le gouvernement et les médias qui vivent des «sources officielles», la culpabilité présumée d'Assad soutient l'aide des Occidentaux aux «rebelles». Mais on peut difficilement trouver une motivation «pro-Assad» chez des personnes aussi respectables que Lloyd et Postol, ou penser que ces experts soient incompetents à propos de questions de physique relativement élémentaires.

Un exemple plus récent concerne le «Russiagate», c'est-à-dire la prétendue ingérence russe dans l'élection de Trump aux Etats-Unis. Il n'existe à ce jour pas de preuve d'une telle ingérence. Vu les

moyens d'espionnage dont disposent les multiples services américains, il est difficile de croire que, si cette ingérence était réelle et sérieuse (pas réduite à quelques messages sur Twitter ou Facebook), elle n'aurait pas été détectée et démontrée publiquement. Même si une telle ingérence devait finalement être prouvée, sa signification effective resterait à évaluer. En tout cas, le fait d'y croire sans hésitation en l'absence de preuve, ce que fait toute la presse «libérale» aux Etats-Unis, ainsi que ses homologues européens, est en soi une façon de «propager une fausse nouvelle».

C'est la propagande dominante qui mène aux guerres, et non les quelques voix d'opposition

On pourrait multiplier les exemples d'autres fausses nouvelles, toutes liées à la propagande de guerre (incident du golfe du Tonkin en 1964, affaire des couveuses au Koweït en 1990, armes de destruction massive en Irak, etc.) et propagées par les médias dominants. Contrairement aux fausses nouvelles que Macron veut bannir, cette propagande est en partie responsable de guerres ayant causé des centaines de milliers si pas des millions de morts et, dans les cas plus récents, de risques d'une guerre qui pourrait être nucléaire.

C'est la propagande dominante qui mène aux guerres, et non les quelques voix d'opposition.

Il est évident qu'aucune censure ne s'appliquera jamais à ces médias dominants et qu'au contraire, ce seront certains médias alternatifs, qui parfois permettent de mettre en question la propagande de guerre, qui seront réprimés ou au moins intimidés.

Le problème que Macron veut résoudre c'est qu'une bonne partie de la population ne croit plus les médias dominants et pense déjà que la liberté d'expression est menacée (même avant cette nouvelle loi). Beaucoup de gens pensent qu'on leur ment sur les effets réels de l'immigration, sur la situation économique, sur celle de l'enseignement ou sur la propagande de guerre. Ils ont en face d'eux des médias unanimes sur toute une série de questions, à commencer par l'élection de Macron lui-même, en tout cas au deuxième tour et en grande partie au premier, mais aussi sur la Russie, l'Iran, la Syrie, la construction européenne, ou la nécessité de «libéraliser» l'économie.

C'est cette homogénéité médiatique qui engendre le scepticisme, pas la «propagande» russe ou les pourvoyeurs de fausses nouvelles.

On peut aussi repenser à une précédente tentative de réprimer de «fausses nouvelles», à savoir la loi Gayssot de 1990, réprimant la négation de certaines conclusions du tribunal de Nuremberg, en pratique celles portant sur l'existence de chambres à gaz dans les camps nazis. Quel en a été l'effet ? La réponse est donnée par l'intellectuel italien Franco Cardini, écrivant à propos du «négationnisme» : «le nombre de personnes qui, sans oser l'admettre, sont impressionnées et troublées par certains arguments ne cesse de croître. Le nombre de ceux qui en public affirment une chose et en privé soutiennent exactement le contraire est en train de croître aussi. Et vous savez pourquoi ? À cause du fait qu'on persécute ceux qui défendent ces idées et on les condamne sans leur donner le droit de parler et sans riposter. Mais de cette manière se crée dans l'opinion publique le sentiment croissant que, si on en a peur, c'est que ces gens-là disent des vérités.»

La seule solution au problème auquel Macron est confronté serait une ouverture tous azimuts au débat et une révolution médiatique allant vers plus de pluralité et d'honnêteté. Mais comme cela est manifestement impossible, on se tourne vers la solution la plus facile, mais aussi la plus contre-productive : la censure.

Finalement, il suffit d'un peu voyager pour voir que le reste du monde ne pense pas comme «nous», c'est-à-dire comme l'Europe et les Etats-Unis. En Russie, en Chine, dans le monde arabe, en Iran, en Amérique latine, il n'y a ni les mêmes priorités, ni les mêmes histoires, ni les mêmes mémoires qu'en Occident. Quand ils se tournent vers la France (ou l'Europe), les autres peuples

ne voient plus le pays des Lumières, mais un monde arrogant, agressif, replié sur lui-même, anxieux, et en pleine perte de vitesse par rapport à eux.

La loi contre les «fausses nouvelles» risque de renforcer encore le scepticisme à l'égard des «vérités officielles», à la fois celui qui est raisonnable et celui qui ne l'est pas, ainsi que notre incapacité à écouter et à comprendre le reste du monde, ce qui est à la fois le symptôme et la cause de notre déclin.

Ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants complotent contre tous les peuples.

Ils ont d'autant plus de liberté pour s'adonner à leur pratique favorite, qu'on refuse obstinément de les caractériser pour ce qu'ils sont, et surtout d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent, du coup ils peuvent tout oser sans prendre le risque d'être inquiétés ou en toute impunité.

Qui a peur des théories du complot ? Par Tim Hayward - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018 - Le blog de Tim Hayward 18 octobre 2017

Le professeur Peter Knight de l'université de Manchester, qui dirige un réseau de recherches interdisciplinaire majeur financé par l'UE pour arriver à une compréhension exhaustive des théories du complot, explique qu'il est aujourd'hui généralement compris que 'quelques-unes des définitions de vues particulières comme « théories du complot » relèvent d'une technique de gouvernance.' [4] Ainsi donc, qui a peur des théories du complot ? Serait-il possible que certains gouvernements veuillent que nous en ayons tous peur ?

Les seules personnes qui aient quelque chose à redouter des théories du complot sont les conspirateurs qui peuvent être découverts. Pour nous tous, les autres, si quelqu'un propose une théorie trop tirée par les cheveux, nous sommes sceptiques d'instinct ; si, en revanche, il propose une théorie qui éclaire des points confinés jusque-là dans l'obscurité, il peut être en train de nous aider à apprendre quelque chose.

On peut tout à fait penser qu'il y a anguille sous roche, par exemple – c'est un cas classique – à propos d'un récit douteux véhiculé par les médias grand public, mais pas forcément d'un autre ou même de plusieurs autres récits médiatiques. Dans ce cas, il n'y a donc pas « croyance aux théories du complot » en général, mais suspicion d'un complot (ou de motivations non dévoilées) sur un point ou un récit suspect particulier. D'un autre côté, un mensonge médiatique avéré, et nous en avons eu, fait perdre confiance dans les médias et, quand le cas se répète, finit par induire une méfiance de principe dans la population... d'où la perte de lectorat de nombre de titres de presse grand public actuels et la montée de la presse alternative sur Internet, dont bon nombre de titres tout à fait respectables, sinon pour certains « pulitziésés », d'un niveau de journalisme bien supérieur à celui de la presse grand public. Est-ce de la « croyance dans les théories du complot »

Récemment, le Chaos Computer Club de Berlin (CCC), la plus importante association de hackers d'Europe, a organisé un congrès au cours duquel les « hacktivistes » ont dévoilé que « La Joint Threat Research Intelligence Group (JTRIG), une unité des services de renseignement britanniques, a la charge de créer des faux comptes et des faux contenus sur les réseaux sociaux, pour « détruire, réfuter, avilir [et] perturber les ennemis en les 'discréditant' ». Dans la vidéo en lien (en anglais), ils révèlent certains de leurs contenus relatifs à des infiltrations de groupes d'activistes à travers le monde, y compris au cours du Printemps arabe. Est-ce que le même type d'opération existe aussi aux USA et, outre le Royaume-Uni, dans les autres pays de l'UE ?

[4] Peter Knight, 'Plotting Future Directions in Conspiracy Theory Research', dans le livre de Michael Butter et Maurus Reinkowski, *Conspiracy Theories in the Middle East and the United States*, Berlin: De Gruyter, 2014: p.347

- Les Américains commencent seulement à prendre conscience qu'ils vivent dans une dictature. Mieux vaut tard que jamais... Par Eric Zuesse - Mondialisation.ca, 02 janvier 2018 - Strategic Culture 22 décembre 2017

Les pauvres ne peuvent tout simplement pas acheter le gouvernement, et ceux qui tenteraient de le faire utiliseraient seulement des moyens illégaux, que la Cour suprême des États-Unis a définis comme tels, c'est la corruption flagrante, qui est la corruption pratiquée par la classe inférieure, pas le type de corruption bien plus lucrative à laquelle les individus super-riches ont accès. La corruption qui n'est accessible qu'aux super-riches est légale en Amérique, c'est pourquoi les super-riches continuent de s'enrichir, tandis que le reste de la population a de la chance s'il ne devient pas encore plus pauvre.

Le 28 juillet 2015, l'ancien président américain Jimmy Carter a été franc à propos de cette situation. En intervenant dans une émission de radio progressiste, il a dit cela au sujet de la corruption au plus haut niveau en Amérique :

« Cela viole l'essence de ce qui a fait de l'Amérique un grand pays par son système politique. Maintenant c'est juste une oligarchie, avec une corruption politique illimitée, qui est à la base même de l'obtention des nominations à la présidence ou à l'élection présidentielle. Et la même chose s'applique aux gouverneurs, aux sénateurs américains et aux membres du Congrès. Alors, maintenant, tout ce que nous voyons est une subversion de notre système politique afin de récompenser les principaux contributeurs, qui veulent, attendent, et obtiennent parfois, des faveurs après les élections. (...) À l'heure actuelle, les titulaires de mandats, Démocrates et Républicains, considèrent cet argent illimité comme un grand avantage pour eux-mêmes. Quelqu'un qui est déjà au Congrès a beaucoup plus à vendre. »

L'article scientifique sur le gouvernement américain a examiné 1 779 projets de loi entre 1981 et 2002 et a conclu que les seules lois qui ont été votées étaient celles présentées par les super-riches : « On voit que les préférences de l'Américain moyen ont un impact minuscule, quasi nul, statistiquement non significatif sur les politiques publiques ». Ce n'est certainement pas une démocratie.

Il y a eu des spéculations sur le moment où, historiquement, le gouvernement-américain-par-l'aristocratie (ou, simplement par les quelques super-riches de l'oligarchie) est apparu. Avant la présidence de Ronald Reagan, en remontant jusqu'à l'époque où Franklin D. Roosevelt (FDR) est mort au pouvoir en 1945 en tant que président, la distribution des revenus et de la richesse était beaucoup plus égalitaire en Amérique qu'elle ne l'était à l'entrée de Reagan à la Maison Blanche, lorsque a commencé la domination de la doctrine de l'économie de l'offre, qui est basée sur la croyance selon laquelle la richesse dégoûline du haut de quelques riches vers les pauvres, plutôt que – comme le croyait FDR – par une stimulation de la demande de la part des nombreux pauvres pour infuser la croissance. FDR croyait que ce qui motive une économie, ce sont les besoins, pas les produits et les services qui répondent aux besoins.

La classe moyenne n'est pas un problème ici, elle est simplement la partie la plus riche des pauvres. Historiquement, cela a été le cas. Par exemple, la classe moyenne américaine a diminué alors que les pauvres se sont multipliés, mais les 5% les plus riches raffent tous les gains, et la plus grande partie va au 1% ou même moins. Donc, les pauvres, dans ce contexte, incluent la classe moyenne, et se référer à l'Amérique de la classe moyenne revient maintenant à se référer à une race en voie de disparition – mais c'est une race de pauvres, pas de riches.

Cependant, la corruption extrême au sommet de ce pays apparaît plus brusquement que jamais dans les documents du gouvernement américain, récemment déclassifiés, au sujet de l'assassinat de JFK – dont l'origine apparaît beaucoup plus précoce que ce qui avait été généralement supposé, débutant au moins au moment où le président Kennedy est entré en fonction le 20 janvier 1961.

Les débuts de cette corruption profonde pourraient être pistés encore plus tôt chez des taupes du gouvernement – comme les frères Dulles, Averell Harriman et Prescott Bush – qui avaient construit leur carrière, après la Première Guerre mondiale, au moyen de l'exercice, et de la maîtrise, des aller-retours entre l'establishment de la politique étrangère du gouvernement et Wall Street. À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, les agents de ces taupes ont mis fin au Bureau des services stratégiques de FDR et ont créé la CIA de Truman. Dès le départ, la CIA était profondément corrompue, comme le montre clairement le documentaire [en anglais] de deux heures et demie de la BBC, diffusé en 1992, intitulé Opération Gladio

Ces documents présentent des témoignages d'anciens membres de la CIA en Europe, que la CIA avait recrutés dans l'aristocratie, chez les fascistes engagés et même d'anciens nazis, pour monter des attentats terroristes en Europe, en forme de faux drapeaux, afin de jeter le blâme du public sur les communistes et sur toute entité favorable à l'Union soviétique. D'innombrables Européens ont été blessés et tués dans des attentats terroristes qui ont été mis en place par la CIA pour être, fondamentalement, de la propagande anti-communiste. Cette opération de la CIA s'appelait Gladio, et elle continue à ce jour, même si le communisme lui-même a disparu.

Michael Ellison avait vu un peu du document du 12 avril 1962, des décennies plus tôt, et il l'avait rapporté le 2 mai 2001 dans le The Guardian britannique sous le titre « Des mémos révèlent le complot américain de la guerre froide pour viser Castro ». Ellison a écrit que « l'idée était un élément dans un plan plus large qui 'pourrait être le plan le plus corrompu jamais créé par le gouvernement américain', affirme James Bamford. » Alors que Bamford est peut-être le plus grand journaliste et historien du monde – qui a écrit, au sujet de la NSA, des livres comme « The Puzzle Palace » en 1983 – il a quand même été surpris en 2001 par le fait que le gouvernement américain, à son plus haut niveau, était principalement composé de personnes qui se creusaient la tête pour trouver des moyens de simuler des actes terroristes et des attaques soviétiques, comme prétexte pour les États-Unis et l'OTAN à envahir l'Union soviétique. Cet étonnement de Bamford, en 2001, montre à quel point nous sommes devenus plus cyniques après les mensonges de George W. Bush sur les ADM de Saddam comme prétexte pour envahir et détruire l'Irak en 2003. Non seulement John Kennedy a été surpris de le découvrir en 1962, mais James Bamford a même été surpris de le découvrir en 2001. Bamford, en 2001, n'aurait peut-être pas dit ce qu'il avait dit à ce moment-là s'il avait vu le document de 1992 de la BBC qui montrait que le niveau le plus élevé de la CIA agissait ainsi depuis la création de l'agence en 1947. Mais maintenant avec tant d'histoire derrière nous, qui était encore classifiée, et donc non publique jusqu'en 2001, lorsque Bamford a déclaré que le document du 12 avril 1962 décrivait « le plan le plus corrompu jamais créé par le gouvernement américain » nous ne sommes pas du tout surpris aujourd'hui de le découvrir. La corruption au sommet du gouvernement américain a depuis longtemps rompu ses digues, dans la conscience du public. Tous les chevaux du roi et tous les hommes du roi ne peuvent plus entretenir le mythe de la décence du gouvernement américain.

Les racines nazies du conflit ukrainien par Jonathan Marshall (Consortium News 28 janvier 2016) - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018

<https://www.mondialisation.ca/les-racines-nazies-du-conflit-ukrainien/5622067>

- Le procès Mladic : une tache sur la civilisation « Tout cela est un mensonge. C'est un procès dans le style de l'OTAN » – Ratko Mladic Par Christopher Black - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018

Le TPIY s'est révélé être ce que nous nous attendions qu'il soit, un tribunal fantoche, utilisant des méthodes de justice fascistes, qui a engagé des poursuites sélectives pour faire avancer le programme de l'OTAN de conquête des Balkans, prélude à l'agression contre la Russie. L'OTAN utilise le tribunal comme une arme de propagande pour répandre une histoire fausse sur les événements en Yougoslavie, pour dissimuler ses propres crimes, pour maintenir les anciennes républiques de Yougoslavie sous sa botte, et pour justifier l'agression et l'occupation par l'OTAN du territoire yougoslave. C'est une tache sur la civilisation.

Un homme nommé Richard Butler a été appelé pour témoigner sur des questions militaires générales et la structure politique en Bosnie et dans la Republika Srpska (République serbe de Bosnie). Il a été présenté comme un « analyste militaire », ce qu'il est, mais il n'est pas indépendant. Non, au moment de son témoignage, il était membre de l'Agence de sécurité nationale des États-Unis, détaché auprès du TPIY. Donc le premier témoin contre le général Mladic était partial sur deux points. Il travaillait pour les services de renseignement américains qui ont soutenu les ennemis du général Mladic et de la Yougoslavie, et il a fait partie du personnel de l'accusation. C'est comme si la NSA et le procureur étaient, en même temps, entrés dans le box pour témoigner contre l'accusé. Le témoignage de Butler joue un rôle important dans le procès ; le même rôle qu'il a joué dans le procès du général Krstic.

Ensuite apparaît un autre expert analyste militaire, Reynaud Theunens, qui travaille aussi dans l'équipe de l'accusation. Les experts dans les procès criminels sont censés être totalement neutres. Mais non seulement celui-ci agissait au nom du procureur, mais il était en même temps un officier du renseignement de l'armée belge. Donc nous y sommes dès l'ouverture du procès. La scène est posée ; l'OTAN se charge de l'affaire. Les officiers de l'OTAN travaillent au sein du tribunal. C'est un tribunal de l'OTAN sous déguisement de l'ONU. Par conséquent, tout au long du jugement, il n'y a jamais aucune mention des crimes de l'OTAN et des crimes des forces bosniaques opposées. Le contexte est délibérément restreint pour donner une image très étroite et déformée des événements.

Le jugement se poursuit avec des citations détaillées des déclarations des témoins de l'accusation. Les témoignages des témoins de la défense, dans les rares occasions où ils sont cités, ne sont jamais restitués aussi en détail. Une ligne est consacrée à un témoin et tous sont rejetés comme partiels si leur témoignage est en contradiction avec celui des témoins de l'accusation.

Ploutocratie totalitaire. Le transfert du pouvoir politique aux multinationales, à l'oligarchie.

- Allemagne: Critiques contre la loi sur la moralisation d'Internet - Reuters

Plusieurs partis d'opposition en Allemagne demandent l'abrogation d'une nouvelle loi contre les propos appelant à la haine sur les réseaux sociaux, expliquant qu'il n'appartenait pas à des entreprises privées de déterminer le caractère délictueux de certaines déclarations.

La loi, entrée en vigueur le 1er janvier, prévoit une amende pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros contre des sites qui ne prendraient pas les dispositions nécessaires pour retirer rapidement des déclarations appelant à la haine.

Cette mesure laisse craindre que les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook adoptent des positions plus restrictives que nécessaire.

"Les derniers jours ont clairement montré que les fournisseurs privés n'étaient pas toujours en mesure de prendre les bonnes décisions quand il s'agit de déterminer si des déclarations potentiellement délictueuses sont illégales, satiriques ou simplement l'expression d'un mauvais goût qui doit malgré tout être toléré en démocratie", a déclaré au Welt am Sonntag Nicola Beer, secrétaire général des libéraux du FDP.

Simone Peter, chef de file des Verts, a expliqué dans le même journal qu'il n'était pas acceptable que des entreprises américaines puissent influencer la liberté d'opinion et de la presse en Allemagne. Elle faisait référence à la suspension du compte de Titanic.

Pour elle, des réseaux comme Twitter doivent endosser une part de la responsabilité des messages postés mais "sans se voir octroyer le rôle de juge".

Sahra Wagenknecht, chef du groupe parlementaire de Die Linke, a déclaré au groupe de presse Funke que sa formation était favorable à un abandon de la loi.

"La loi est un camouflet à tous les principes démocratiques parce que, dans un Etat constitutionnel, ce sont les tribunaux et non les entreprises qui déterminent ce qui est légal et ce qui ne l'est pas", a-t-elle dit. Reuters 7 janvier 2018

- Honduras : Keybridge Communication et le blanchiment de l'image de la «narco-démocratie» par OFRANEH - Mondialisation.ca, 08 janvier 2018

Le 7 août 2016, la firme de relations publiques Keybridge Communications a été engagée par le Gouvernement du Honduras pour fournir un service de moyens et de contrôle pour blanchir l'image de l'actuelle administration gouvernementale affectée par l'implication de fonctionnaires d'Etat dans le crime organisé et par la haut degré de violence dont souffrent les Honduriens, une situation qui affecte définitivement l'image du pays et fait baisser les investissements étrangers.

Keybridge, sur son site, signale que « notre équipe d'écrivains, de concepteurs, d'experts en internet et en stratégies de médias est spécialisée dans la mise en forme des informations. » En d'autres termes, Keybridge s'est consacré, ces derniers mois, de Washington, à influencer les médias sur les hypothétiques réussites de l'administration de Juan Orlando Hernandez concernant la diminution de la violence dans le pays et les réussites éventuelles dans la guerre contre les drogues.

Dans le domaine de la post-vérité et des fausses informations, les entreprises qui se consacrent aux relations publiques remplissent la fonction de transformer la réalité en faveur d'intérêts politiques. Dans le cas du Honduras, la soi-disant diminution des homicides est devenue un énorme succès pour Juan Orlando Hernández (JOH) qui s'attribue son efficacité grâce à sa politique de « main dure », dissimulant le fait que la violence a augmenté au Honduras précisément après le coup d'Etat de 2009 et surtout sous le Gouvernement discutable de Porfirio Lobo dont Juan Orlando Hernández faisait partie.

Keybridge déclare avoir la capacité de placer des articles d'opinion (Op-Eds) dans presque toutes les villes des Etats-Unis, par exemple dans le Wall Street Journal, le Washington Post, USA Today, le Los Angeles Daily News. Les écrivains fantômes de Keybridge se sont chargés de « légitimer » le régime actuel, réussissant à convaincre une énorme audience de lecteurs étasuniens des soi-disant avancées du Honduras dans la lutte contre le trafic de drogues et la corruption alors que pour nous, qui vivons au Honduras, survivre est un miracle face à l'absence d'un Etat de loi et à cause de l'intimité qui existe entre les forces de sécurité et le crime organisé.

L'utilisation de firmes de relations publiques à des fins politiques n'est pas une nouveauté. Cependant, ces dernières années, l'engagement de certaines compagnies de relations publiques est devenu un pas essentiel pour manipuler l'opinion publique à propos de sujets controversés.

Les firmes de relations publiques étasuniennes ont manipulé les élections en invoquant le fantôme de la violence tribale comme c'est arrivé aux dernières élections au Kenya, quand Harris Media – une entreprise qui a son siège au Texas – a créé 2 sites internet Real Raila et Uhura for Us destinés à susciter la panique parmi les électeurs d'opposition avec la nettoyage ethnique.

Au Honduras, le fantôme d'Hugo Chávez est utilisé comme outil pour déchaîner la peur dans la population concernant l'arrivée d'un soi-disant régime communiste géré par le binôme Nasralla-Zelaya. Cette même campagne est utilisée à Washington, propageant l'idée parmi les membres du parti Républicain de la perte éventuelle de l'une de ses colonies d'outre-mer les plus fidèles aux mandats de l'Empire.

Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH

Esclave moderne. Le "plein" de misère, la seule perspective qu'ils vous proposent.

- Et 12 pays de l'UE sont désormais au plein emploi... mais pas la France et de loin - Atlantico.fr

Les chiffres d'Eurostat en disent long sur le décrochage que les pays latins subissent en Europe aujourd'hui. Les six pays dont le taux de chômage est supérieur à la moyenne de la zone euro sont tous regroupés sur le bassin méditerranéen: Espagne, France, Italie, Croatie, Grèce, Chypre.

Même le Portugal, longtemps mauvais élève, connaît aujourd'hui un boom économique avec un chômage inférieur à la moyenne de la zone euro.

Plein-emploi pour 12 pays de l'Union

Pour le reste, si l'on admet l'hypothèse que le plein-emploi est atteint dès que la barre des 6% de chômage est franchie à la baisse, on compte désormais 12 pays européens dans cette situation. Certains atteignent des taux d'emploi record, comme la République Tchèque, avec 2,5% de chômage! Les anciens pays communistes sont à des niveaux d'emplois impressionnants, comme la Hongrie, la Pologne ou la Roumanie.

Au passage, le Royaume-Uni, promis à la destruction par l'élite française après le Brexit, est à 4,2% de chômage... Atlantico.fr 11 janvier 2018

Les salaires en République Tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, etc. ne dépassent pas ceux des ouvriers indiens ou chinois qui sont employés par des multinationales occidentales, ceci explique cela...

- Le FMI salue les «succès notables» d'Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Le Fonds monétaire international (FMI) a salué lundi les « succès notables » obtenus par le président Emmanuel Macron depuis son arrivée à l'Élysée. Il l'a encouragé à poursuivre ses réformes en profitant de l'embellie économique actuelle.

« Jusqu'à présent, il y a eu des succès notables », a affirmé le chef économiste du FMI, Maurice Obstfeld, au cours d'une rencontre avec la presse à Paris. Il a rappelé que son institution soutenait le programme de réformes « ambitieux » mis en place par le président français depuis son arrivée à l'Élysée.

« Notre espoir est que les obstacles politiques (auxquels il fait face) ne deviennent pas trop rigoureux, de sorte qu'il puisse appliquer complètement son programme afin de rendre l'économie française plus efficace », a-t-il ajouté, reprenant les termes de l'évaluation annuelle de l'économie française publiée en septembre dernier par le FMI. « Rendre l'économie française plus efficace »

Le chef de l'unité réformes structurelles du FMI, le français Romain Duval, a appelé, quant à lui, à profiter de l'environnement économique favorable pour mener les réformes. « En général, les réformes mettent du temps à donner des résultats », a-t-il expliqué. « Mais nous avons aussi constaté que dans les cas spécifiques du marché du travail, les réformes donnent beaucoup plus de résultats à court terme quand elles sont lancées au bon moment », a-t-il insisté.

« C'est le bon moment pour les réformes structurelles, beaucoup plus que pendant la crise de la zone euro. Même si les réformes étaient alors nécessaires, l'idée que les bénéfices allaient être ressentis à court terme était clairement trop optimiste », a-t-il reconnu, tirant les leçons de la gestion de la crise. LeParisien.fr 8 janvier 2018

Pourquoi le Président Macron doit être le DRH de la République - HuffPost FR

Le b.a.-ba du corporatisme.

- Le renouveau démocratique est possible, le Conseil Economique, Social et Environnemental doit être l'un de ses acteurs - huffingtonpost.fr

Le Président de la République a annoncé une réforme du CESE qui renforcerait ses missions. Cette réforme doit conforter son rôle: contribuer au renouveau démocratique, en faveur d'une confiance retrouvée entre les citoyens et leurs institutions et pour faciliter le dialogue et surmonter les blocages de nos sociétés.

Il est devenu banal de souligner que notre société traverse une crise de défiance envers les institutions, vis-à-vis des différentes formes de représentations, politiques, syndicales, mutualistes, associatives... Nous en connaissons les conséquences: des citoyens qui ont le sentiment de n'être ni représentés ni entendus, l'impossibilité de développer une pédagogie pourtant indispensable dans un monde de plus en plus complexe et donc l'incapacité d'anticiper les nécessaires évolutions, le remplacement du débat et du dialogue par l'invective, parfois même par la violence.

Chacun reconnaît le besoin d'un lieu d'échange, de préparation et de bilan des réformes, qui associe la société civile... et pourtant, alors que ce sont là ses missions et qu'il représente la société civile organisée dans nos institutions républicaines, le Conseil Economique, Social et Environnemental est souvent critiqué, voire contesté.

Le Président de la République a annoncé une réforme du CESE qui renforcerait ses missions. Cette réforme doit conforter son rôle: contribuer au renouveau démocratique, en faveur d'une confiance retrouvée entre les citoyens et leurs institutions et pour faciliter le dialogue et surmonter les blocages de nos sociétés.

Par leur implantation territoriale et par leur représentativité, nos organisations élaborent au quotidien des positionnements, voire participent à des projets de société. C'est pourquoi elles

s'inscrivent dans la préparation de cette réforme, avec des ambitions d'évolution de cette assemblée.

Le CESE doit être la chambre du long terme, du futur, comme l'a dit le Président de la République. Pour cela, nous souhaitons que le CESE soit désormais consulté par le gouvernement sur tous les projets de loi qui engagent significativement le long terme. Le CESE est déjà consulté sur les projets de loi de programmation et de plan, il pourrait l'être aussi sur les lois d'orientation qui s'inscrivent également dans le long terme. Il ne s'agit pas d'alourdir le processus législatif dont la maîtrise doit demeurer entre les mains du Parlement mais d'enrichir la réflexion notamment en élaborant des indicateurs de nature à mieux évaluer les politiques publiques. La contribution du CESE à cette évaluation doit être renforcée avec des moyens nouveaux, telle la capacité de favoriser son expertise d'usage, celle de recourir aux organes publics d'expertise et aux scientifiques. Il doit enfin pouvoir interpeller et alerter le gouvernement sur les questions d'avenir. Dans un monde qui définit trop souvent ses choix sur les question de court terme, il est essentiel que le CESE prenne en compte les enjeux du long terme, d'autant plus qu'il est une institution déliée des exigences de la temporalité électorale.

Le CESE doit être un animateur et le lieu de convergence du débat public. Il doit être davantage qu'aujourd'hui la chambre d'écho des préoccupations des gens, le lieu d'élaboration des points d'équilibre indispensables à toute réforme. Pour ce faire, il doit consulter les citoyens, organiser leur participation dans des temps de débats publics, telles les conférences citoyennes, et en recourant à des outils collaboratifs. Il doit mieux prendre en compte leurs expressions, notamment celles qui se manifestent par l'intermédiaire de pétitions. Il doit concentrer et sélectionner ses travaux sur les sujets les plus importants, transversaux, intégrateurs, anticipateurs, sociétaux, faire plus de pédagogie pour expliquer et promouvoir ses préconisations, travailler par projet associant d'autres parties prenantes qui ne sont pas membres du CESE, utiliser les structures d'expertise et de concertation existantes. Ainsi le CESE pourrait être le lieu où ces expressions s'organisent, se confrontent, permettant une vision plus large, un état des lieux qui dépasse le simple constat, qui révèle le souhaitable et l'acceptable, qui permette de dessiner des pistes sans pour autant se substituer aux décideurs et au législateur.

Le CESE doit être la chambre où s'articulent la consultation publique du CESE et celle des autres instances républicaines qui contribuent au processus législatif. Ses travaux devraient être programmés, dans le cadre d'une concertation permanente avec les gouvernements, pour mieux le positionner dans la réflexion préparatoire en amont des projets de loi. De nombreuses instances développent une expertise très riche, en associant le plus souvent des acteurs socio-économiques: le CESE doit être en mesure d'interroger ces instances ou de les associer en temps opportun.

Le CESE doit être en pleine coopération avec les territoires et l'Europe et leurs institutions qui représentent la société civile organisée: le Conseil économique, social et environnemental de chaque région (CESER) et le Comité économique et social européen. Leurs apports respectifs à l'éclairage des décisions publiques en seraient renforcés. La richesse des solutions imaginées dans les territoires doit être ainsi mieux valorisée, en complémentarité avec la dimension nationale du CESE, dans une logique d'exemplarité et de transfert de bonnes solutions. Pour chaque projet qui le justifie, des travaux du CESE devraient pouvoir s'ouvrir à des conseillers de CESER et réciproquement, ils pourraient comporter des déclinaisons régionales. Le Comité économique et social européen est quant à lui un partenaire naturel et un relais indispensable du CESE et réciproquement, pour faire vivre le principe de subsidiarité et porter au bon niveau les réflexions et les propositions de la société civile.

Nos organisations porteront ces orientations auprès du Président de la République, du Président du Sénat, du Président de l'Assemblée nationale et du Président du CESE. Elles sont par ailleurs pleinement engagées dans le débat interne au CESE pour formuler des propositions le plus largement partagées entre toutes ses composantes. huffingtonpost.fr 11/01/2018

- Audrey Pulvar
Présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme

- Laurent Berger
Secrétaire général de la CFDT

- Thierry Beaudet
Président de la Mutualité Française

Cette tribune a également été signée par Michel Dubromel (FNE), Luc Bérille (UNSA), Gilles Asenjo (Surfrider), Bernard Chevassus-au-Louis (Humanité & Biodiversité).

Quand les syndicats co organisent les licenciements... Heureusement qu'ils sont indépendants (POI-POID) !

- Chez PSA, des accords sans accroc - Libération.fr

Le constructeur automobile, qui affiche de bons résultats, souhaite 1 300 ruptures collectives. Hormis la CGT, les syndicats en acceptent le principe.

La réunion de mardi matin entre la direction de PSA et les syndicats n'aura été qu'une formalité. Presque pas de discussions houleuses ni de rejet catégorique, mais plutôt une satisfaction affichée de part et d'autre à la sortie des négociations. «C'est même mieux que ce que l'on prévoyait», concède Brahim Aït Athmane, délégué syndical FO du site de Poissy.

Cadre légal

Les dirigeants y ont pourtant annoncé leur souhait de procéder à 1 300 ruptures conventionnelles collectives, auxquelles s'ajouteraient 900 congés seniors. Soit 2 200 départs au total, alors que le groupe se porte bien et anticipe déjà un bilan prometteur sur l'exercice 2017, avec le succès de plusieurs modèles. Mais, en contrepartie, 1 300 personnes seront embauchées en CDI en 2018 (400 en production, 200 en R & D et 700 dans le réseau commercial), et 2 000 jeunes seront recrutés en alternance. Une satisfaction pour FO qui, avant la tenue de la réunion, exigeait jusqu'à 1 700 embauches pour soutenir notamment la production de la 3008. Avec le regret, néanmoins, que les embauches ne se fassent pas «d'un seul coup», afin de «soulager certains sites».

La direction et les syndicats parviennent en conséquence à signer un accord intégrant des plans de départ volontaires pour les salariés, appelé dispositif d'adéquation des emplois et des compétences (Daec).

La CGT, elle, persiste dans un communiqué : «C'est un boulevard pour certaines entreprises qui pourront se débarrasser à moindre coût de salariés ayant de l'ancienneté et donc considérés comme trop payés, et recruter, en même temps, des précaires corvéables et jetables.» Pour Denis Bréant, responsable du secteur automobile à la fédération CGT de la métallurgie, le syndicat doit se montrer intransigent face à un groupe en bonne santé : «Nous sommes prêts à signer un accord dans la mesure où un départ est remplacé par une embauche.»

Les syndicats ont jusqu'à mercredi prochain pour signer, ou non, le texte proposé par la direction. Libération.fr 10 janvier 2018

- Chez Pimkie, les syndicats mettent leur veto - Libération.fr

Après le refus d'une RCC par les organisations de salariés, l'enseigne de prêt-à-porter devrait engager un plan social.

Oubliés, les espoirs de mettre en place une rupture conventionnelle collective (RCC) chez Pimkie (groupe Mulliez). Mardi, trois des principaux syndicats (CGT, FO et la CFDT) de l'enseigne de prêt-à-porter, basée près de Lille, dans le Nord, ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas négocier un accord. La veille, la direction avait confirmé son souhait de supprimer 208 postes en utilisant ce nouveau dispositif né des ordonnances. Finalement, elle devra se rabattre sur un - plus classique - plan de départs volontaires (PDV), dérivé du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Dans le détail, le projet de Pimkie, qualifié de «restructuration» et s'inscrivant dans «un projet plus large de transformation», concerne 83 emplois en magasin, 41 en logistique et 84 aux sièges international et France. Il doit en parallèle s'accompagner de la fermeture dans l'Hexagone de 37 magasins sur 321 d'ici deux ans.

Pour atteindre cet objectif, Pimkie avait donc opté pour une RCC, dont «la rapidité de mise en œuvre» devait lui permettre «de se réorganiser en deux mois». Là où, précisait le groupe dans un communiqué publié lundi, «la mise en place d'un PSE nécessite souvent près de six mois». Second argument avancé : «Si les résultats de Pimkie se redressent rapidement, l'entreprise aura la possibilité d'embaucher immédiatement les compétences dont elle aura besoin.» Et de rappeler, là aussi, à l'inverse, qu'en cas de PSE, l'entreprise doit patienter un an avant de réembaucher.

Problème : pour parvenir à un accord en vue d'une RCC, il fallait réussir à convaincre les syndicats représentant au moins 50 % des voix exprimées lors des élections professionnelles. Peine perdue, au vu du paysage syndical éclaté. Un temps, la direction a pu espérer persuader une partie des représentants syndicaux de la suivre. Si la CGT a tout de suite fermé la porte, FO et la CFDT, sans grand engouement, demandaient à en savoir plus. Quant à la CGC, syndicat des cadres, elle semblait plus ouverte. Mardi, lors de la première réunion de «négociation» de la RCC organisée par la direction, c'est d'ailleurs la seule organisation à avoir demandé au groupe de dévoiler ses propositions, selon un participant. Au programme des mesures proposées : une indemnité supra légale calculée selon l'ancienneté, allant de 500 à 900 euros par année de présence au sein de l'enseigne et plafonnée à 18 000 euros. Mais aussi un congé dit de «mobilité» de deux mois pour que les salariés volontaires se préparent leur projet, ou encore une prise en charge de diverses formations et un dispositif d'accompagnement.

Pas de quoi faire virer de cap les trois autres organisations. «Pas de regret, c'est nettement insuffisant», note la CFDT. «Nous ne voulions pas de ce plan social déguisé. Avec une RCC, les garanties ne sont pas suffisantes. Ce n'est pas qu'une affaire d'argent, nous défendons aussi l'emploi», pointe Maley Upravan, de FO. Selon la syndicaliste, un PSE, parce qu'il permet d'obtenir plus de garanties en termes de reclassement, est plus intéressant pour les salariés. Autre inconvénient de la RCC, selon elle : il expose le salarié sur le départ à un délai de carence calculé par Pôle Emploi plus long (jusqu'à 180 jours, contre 75 pour un PSE), retardant d'autant le versement des allocations auxquelles il a droit au titre de l'assurance chômage. Même discours tranché de la CGT-Commerce, pour qui l'option RCC posée sur la table avait pour seul objectif «d'éviter toutes les contraintes du PSE ou d'un PDV».

Reste donc la possibilité du PSE. «S'il faut aller vers ça, on ira», souffle le dirigeant pour qui il est «indiscutable» que Pimkie est en difficulté et peut donc s'inscrire dans ce dispositif. Côté syndical, on assurait qu'on s'orientait désormais vers un «accord de méthode» pour un plan de départs volontaires, en cours de finalisation. Soit vers une version ante-ordonnances du code du travail. Liberation.fr 10 janvier 2018

- Pimkie: signature d'un "accord de méthode" sur un plan de départs volontaires - AFP

La direction et deux syndicats de Pimkie, FO et la CFE-CGC, ont signé mercredi un accord de méthode en vue de négocier un plan de départs volontaires, au lendemain de l'échec des pourparlers sur un projet de ruptures conventionnelles collectives, a-t-on appris de sources concordantes.

Cet accord, annoncé par la direction, doit permettre "de poursuivre les négociations des mesures sociales d'accompagnement du projet de transformation de Pimkie", avait indiqué un communiqué de la direction mardi soir. D'après la CFDT et la CGT, dix réunions se tiendront du 23 janvier au 21 février.

L'entreprise, appartenant à la galaxie Mulliez, avait présenté lundi en Comité central d'entreprise (CCE) un projet de 208 suppressions de postes, via des ruptures conventionnelles collectives (RCC). La direction avait dû y renoncer, devant l'opposition des syndicats majoritaires (CGT, FO, CFDT).

La CGT et la CFDT ont refusé de signer l'accord de méthode. "On a un gros souci: contrairement à ce qui se passe avec un plan de sauvegarde de l'emploi, il n'y a pas de possibilité pour le CCE de désigner un expert, notamment pour se pencher sur les motifs économiques" des suppressions d'emploi, a déclaré à l'AFP la secrétaire du CCE Valérie Pringuez (CGT). Si bien qu'on aura in fine "un accord de type RCC portant le nom de PSE", a-t-elle affirmé, dépitée.

A en croire Marie-Annick Merceur, déléguée CFDT, "les premiers licenciements devraient commencer à se faire dans les trois mois après la fin de la négociation, si accord sur le plan de départs volontaires il y a".

La direction souhaite fermer 37 magasins en trois ans, sur 321 en France, et la suppression à court terme de 83 emplois en magasins, 41 en logistique, 53 au siège international et 31 au siège pour la France, à Neuville-en-Ferrain (Nord).

Elle met en avant des résultats déficitaires depuis 2015 et un chiffre d'affaires 2017 en baisse de 10% par rapport à l'année précédente". Plusieurs syndicats contestent cette analyse. AFP 10 janvier 2018

- Une embellie économique mondiale teintée de risques à plus long terme - AFP

La Banque mondiale est plus optimiste sur la croissance économique autour du globe cette année mais elle demeure réservée sur la capacité de la soutenir à long terme face à la tentation du protectionnisme et aux tensions géopolitiques.

Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait progresser de 3,1% cette année, après " 3% en 2017. C'est 0,2 point de pourcentage de plus que ses prévisions de juin pour 2018.

Et 2018 a de "bonnes chances" d'être la première année depuis la crise financière où l'économie mondiale tournera à plein régime ou presque, a noté cet expert (Ayhan Kose, économiste à la Banque mondiale - ndlr), principal auteur de ce rapport semestriel sur la conjoncture internationale.

L'embellie profite en outre à toutes les régions du monde, à commencer par les "trois grandes": les Etats-Unis, la zone euro et le Japon, observe Ayhan Kose.

D'après ces nouvelles projections, les Etats-Unis devraient en effet voir leur croissance économique accélérer à 2,5% contre 2,2% attendu en juin. Le PIB de la zone euro devrait croître de son côté de 2,1%. Quant au Japon, la croissance est anticipée à 1,3%.

La Banque mondiale, qui prévoyait un léger ralentissement de la croissance de la Chine en 2017, a finalement estimé que celle-ci avait accéléré de 0,1 point de pourcentage à 6,8% et table sur une légère décélération cette année à 6,4%. Et l'autre géant, l'Inde devrait voir sa croissance rebondir à 7,3% en 2018 après 6,7% l'an passé.

Les deux grands pays émergents, le Brésil et la Russie, qui ont renoué en 2017 avec la croissance ("1,7% et +1%) après deux années de récession, devraient en outre poursuivre leur reprise avec des hausses respectives attendues de 1,7% et 2% en 2018.

Outre la mise en garde contre une politique commerciale protectionniste, la Banque mondiale exhorte les gouvernements à saisir l'opportunité d'une période de croissance pour mener des réformes. Celles-ci devraient favoriser une éducation et des services de santé de qualité et améliorer les infrastructures pour doper la croissance potentielle, notamment dans les pays émergents et en développement.

Car, comme toutes les périodes d'expansion, celle-ci va s'achever à un certain moment, "l'histoire se répète", a souligné Ayhan Kose. Depuis les années 1970, il y a une crise par décennie, a-t-il rappelé.

En ce début d'année, "nous espérons que les dirigeants vont avoir de bonnes résolutions", a-t-il ajouté au-delà des traditionnels instruments monétaires et budgétaires pour stimuler la croissance à court terme.

De son côté, le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim les encourage "à investir dans l'humain" pour accroître la productivité alors que le vieillissement de la population pèse sur la croissance potentielle. Il a enfin invité à améliorer la participation des travailleurs au marché de l'emploi pour faire profiter la prospérité au plus grand nombre. AFP 10 janvier 2018